



Le Monde WEEK-END

Samedi 26 avril 2014 - 70^e année - N°21546 - 3,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Nouveau choc industriel : Alstom convoité par les Américains

- General Electric est prêt à acquérir les activités énergétiques de l'inventeur du TGV
- Face à ce nouveau défi, le gouvernement Valls tente de trouver une autre alliance
- Après Publicis et Lafarge, le passage sous pavillon étranger des groupes français s'accélère

Action en Bourse suspendue, convocation en urgence de son PDG, Patrick Kron, à l'Élysée, contre-offensive du ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, qui cherche « d'autres solutions » : le groupe Alstom redevient l'objet d'un drame industriel français, à la hauteur d'un groupe, inventeur du TGV, qui

emploie 93 000 salariés, dont 18 000 en France. Tout a commencé mercredi 23 avril par une dépêche de l'agence Bloomberg révélant que l'américain General Electric finalisait un projet de reprise des activités du groupe français.

Le géant américain ne veut pas racheter le TGV, mais les activités énergétiques, qui repré-

sentent les trois quarts de son activité.

Alstom a besoin d'un partenaire industriel. Le dossier est brûlant pour François Hollande, d'autant que Nicolas Sarkozy, alors à Bercy, avait fait entrer l'Etat au capital du groupe en 2004 pour éviter son rachat par l'allemand Siemens. ■

LIRE CAHIER ÉCO PAGE 3



BENOÎT HAMON : « POURQUOI JE VAIS ASSOULIR LES RYTHMES SCOLAIRES »

■ Dans un entretien au « Monde », le ministre de l'éducation nationale assure qu'il n'y aura pas de report de la réforme et précise les nouvelles modalités de son application

LIRE P. 6

Jean-François Copé Le mal-aimé

■ La gauche le déteste, une partie de la droite le méprise. Lui, résiste, sûr de son destin



M • LE MAGAZINE DU « MONDE »

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

AUJOURD'HUI

Le retour des bulles financières

Records en Bourse, multiplication des fusions-acquisitions, euphorie des emprunts d'Etat, ruée sur les dettes d'entreprise : la planète finance s'affole. Les investisseurs sont lancés dans une course aux rendements les plus élevés, au risque de créer des bulles.

CAHIER ÉCO – PAGE 4

Ukraine : la Russie prête à intervenir

Après le bref et timide assaut de l'armée ukrainienne contre les séparatistes de Donetsk, jeu- di 24 avril, la Russie a relancé ses manœuvres à la frontière des deux pays. 40 000 soldats sont sur le pied de guerre, prêts à intervenir, a averti le ministre de la défense russe.

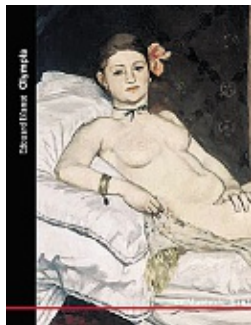
INTERNATIONAL – PAGE 2

LE MUSÉE DU MONDE

« Olympia », de Manet

Le Monde poursuit son exploration des chefs-d'œuvre de la peinture, avec la magnifique et sulfureuse *Olympia*, d'Edouard Manet.

EN FRANCE ET EN BELGIQUE, 5,99 €



DÉBATS

Comment réduire les déficits publics ?

Avant le vote consultatif à l'Assemblée, mardi 29 avril, sur le programme de stabilité du gouvernement prévoyant 50 milliards d'euros d'économies, experts et spécialistes s'opposent sur sa portée. Peut-il relancer la croissance ? Risque-t-il d'accroître les inégalités ? L'effort consenti est-il suffisant ?

LIRE PAGES 14-15

ET NOS INFORMATIONS PAGE 8

Arménie : encore un effort, monsieur Erdogan !

En présentant pour la première fois, mercredi 23 avril, ses « condoléances » aux victimes arméniennes des massacres de 1915, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a accompli un geste historique dont il ne faut pas minorer la portée.

Pour la première fois, à la veille du 99^e anniversaire du déclenchement du génocide, l'Etat turc reconnaît, par la voix de son plus important responsable politique, l'existence d'un

une reconnaissance, même voilée, du génocide de 1915.

En effet, il fait des Arméniens les victimes d'un crime sans coupables : M. Erdogan a soigneusement évité de mentionner la responsabilité des soldats ottomans dans les massacres, qui ont fait autour d'un million de victimes. De même, le caractère spécifique de l'extermination, pensée, organisée et mise en œuvre au sommet de l'appareil d'Etat turc, reste totalement absent du discours officiel.

Le négationnisme d'Etat institué par Mustafa Kemal, dès la création de la République turque, continue à avoir valeur de dogme, et l'article 301 du code pénal, punissant de deux ans de prison ferme toute atteinte à la « nation turque », reste en vigueur, dans un pays qui détient depuis des années le triste record du monde du nombre de journalistes emprisonnés.

Les présidents Barack Obama et François Hollande ne s'y sont pas trompés. Jeudi 24 avril, l'un et l'autre ont salué, respectivement, une « étape positive » et une « évolution » notable d'Ankara. Sans cesser, pour autant, d'appeler à une reconnaissance pleine et entière du génocide.

La France n'ira pas plus loin : depuis l'annulation par le

Conseil constitutionnel de la loi du 22 décembre 2011 et malgré la promesse de François Hollande de proposer un nouveau texte punissant la négation du génocide, Paris semble avoir renoncé à la tentative de légiférer sur un sujet qui a empoisonné pendant de longs mois les relations franco-turques.

Par sa déclaration millimétrée, le premier ministre turc a incontestablement réussi un « coup » tactique, atténuant la portée diplomatique des demandes de reconnaissance émanant de la diaspora arménienne et de nombreux pays occidentaux.

Reste qu'en admettant la réalité d'un drame nié pendant des décennies, même sans reconnaître la moindre responsabilité de l'Etat, M. Erdogan risque d'avoir donné de nouvelles armes aux opposants, intellectuels et militants des droits de l'homme, qui œuvrent pour que la Turquie affronte enfin les zones d'ombre de son passé. De fait, il a offert une légitimité nouvelle à ceux qui veulent poser sur la place publique, à haute voix, la question de la responsabilité écrasante de l'Etat turc dans le premier génocide du XX^e siècle. Bon gré, mal gré, la Turquie devra le reconnaître. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 3

UN FILM SUPERBE À L'HUMOUR FÉROCE. ★★★

UN GRAND WESTERN ORIENTAL, TRÈS BEAU, POÉTIQUE, INTENSE ET DRÔLE. LE CANARD ENCHAÎNÉ

GOLSHIFTEH FARAHANI UN WESTERN HALETANT SUBLIME. LE FIGARO ET DRÔLE. LA CROIX

ON EST EMPORTÉ PAR TANT DE BEAUTÉ. ★★★ ELLE

UNE FABLE DRÔLE ET FORTE. TÉLÉRAMA

SELECTION OFFICIELLE UN CERTAIN REGARD FESTIVAL DE CANNES

GOLSHIFTEH FARAHANI KORKMAZ ARSLAN

MY SWEET PEPPER LAND

UN FILM DE HINER SALEEM

ACTUELLEMENT

Logo of the festival and other awards.

Nouvelle menace militaire de Moscou contre Kiev

L'armée russe manœuvre aux frontières de l'Ukraine, où stationnent 40 000 soldats sur le pied de guerre

Moscou
Correspondante

Un assaut, pourtant bref et bien timide, de l'armée ukrainienne contre les séparatistes de Sloviansk, jeudi 24 avril, a déclenché une recrudescence des manœuvres militaires russes sur le flanc est de l'Ukraine. Au nom de la protection des « *compatriotes* » (les russophones) d'Ukraine, Moscou maintient 40 000 soldats sur le pied de guerre le long de la frontière ukrainienne, soit plus qu'il n'en faut pour de simples exercices.

« *Si le régime actuel à Kiev a vraiment commencé à utiliser l'armée contre la population dans le pays, c'est un crime très grave contre son propre peuple* », a averti jeudi le président russe, Vladimir Poutine, depuis Saint-Petersbourg où il participait à un forum consacré à la liberté des médias. Au passage, l'an-

Envahir l'Ukraine s'annonce bien plus hasardeux que la « campagne » de Crimée. Le soutien des populations russophones n'est pas garanti

cien lieutenant-colonel du KGB (services de sécurité et police politique soviétique) n'a pas manqué d'expliquer à un public sous le charme qu'Internet n'était jamais qu'une « *création de la CIA* ».

Pour l'élite en épaulettes qui dirige la Russie, l'escalade de violence dans la région de Donetsk est à mettre au compte des autorités de Kiev, coupables d'avoir « *eu recours à la force contre les civils* », a renchéri le ministre russe de la défense, Sergueï Choïgou. Reconnaissant pour la première fois que les soldats massés à la frontière se préparaient éventuellement à une intervention, le ministre a expliqué que la Russie était obligée de réagir à la « *machine de guerre ukrainienne* » ainsi qu'aux gestulations de l'OTAN en Europe orientale.

Parachevant le tableau, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a lancé l'anathème sur l'élection présidentielle ukrainienne du 25 mai. Sa « *légitimité est remise en question par les actes criminels* » de l'armée ukrainienne à Sloviansk.

A moins d'une heure de route de la ville, de l'autre côté de la frontière, les soldats russes s'échauffent. Leur installation est faite pour durer. Blindés, hélicoptères, pièces d'artillerie, unités mobiles de communications, baraquements pour



Des militants prorusses brûlent des pneus à l'approche des soldats ukrainiens, le 24 avril, à Sloviansk. MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »



les troupes ont été déployés en masse à moins de 10 kilomètres de la frontière, comme en témoignent les observateurs occidentaux dans un rapport du Royal United Services Institute. Plus inquiétant, selon l'OTAN et des observateurs ukrainiens, des hôpitaux de campagne ont été installés, preuve que les stratégies du Kremlin envisagent tous les scénarios.

Que va faire Vladimir Poutine ? Seul maître à bord, il n'a pas à soumettre sa décision à un collège de responsables, comme c'était le cas à l'époque de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, quand

Leonid Brejnev avait dû écouter les arguments des autres membres du Politburo, l'exécutif soviétique.

La prise de décision est totalement opaque. Personne ne sait par exemple qui a décidé d'intervenir en Crimée, ni quand. Les médias russes évoquent une réunion éclair de quelques membres du Conseil de sécurité triés sur le volet (les « *siloviki* » Alexandre Bortnikov, chef des services de sécurité, Nikolai Patrouchev, président du Conseil de sécurité, un fidèle compagnon du président russe et quelques autres) entre le 27 et le 28 février, aussitôt après la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Sotchi.

Deux options sont possibles. Ou bien la Russie continue à souffler sur les braises à l'est de l'Ukraine en envoyant ses « *spetsnaz* » (forces spéciales) et ses agents du GRU (renseignement militaire) pour maintenir le chaos, ou bien les chars et les hélicoptères russes entrent en action.

Envahir l'Ukraine s'annonce comme une opération risquée, infi-

niment plus hasardeuse que la « *campagne* » de Crimée. Le soutien des populations, russophones mais pas russes pour autant, est loin d'être garanti. A y regarder de plus près, la fièvre séparatiste a pris dans les régions attenantes à la frontière – Lougansk, Donetsk – tandis qu'à l'intérieur du territoire – Odessa, Zaporozje, Dnepropetrovsk, Nikolaevsk, Marioupol –, là où le soutien des agents russes fait défaut, la perspective d'un rattachement à la Russie ne suscite guère l'enthousiasme. A moins que la cri-

se économique qui touche les Ukrainiens de plein fouet – inflation, augmentation à venir de 50 % du prix du gaz en mai – ne change la donne.

Pour l'instant, Moscou brûle de faire échouer la présidentielle, de façon à ce que l'Ukraine ne puisse pas se doter d'un chef d'Etat légitime qui nuirait à son plan de vassalisation du pays. Les insurgés de l'Est ont d'ores et déjà annoncé que les zones sous leur contrôle ne participeraient pas au scrutin. Ils promettent la tenue d'un référendum

Standard & Poor's dégrade la note souveraine de la Russie

L'agence de notation financière Standard & Poor's a abaissé, vendredi 25 avril, la note de solvabilité de la Russie de « *BBB* » à « *BBB-* », assortie d'une perspective négative. Pour justifier cette dégradation, S&P évoque « *la situation géopolitique tendue* » entre la Russie et l'Ukraine, qui pourrait conduire à des « *sorties supplémentaires significatives de capitaux étran-*

gers comme nationaux de l'économie russe ». De quoi fragiliser des perspectives de croissance « *déjà faibles* », mentionne l'agence. Elle rappelle que la croissance de la Russie a ralenti à 1,3 % en 2013, « *son plus bas niveau depuis 1999* ». S&P prévient aussi qu'elle pourrait abaisser à nouveau la note de ce pays si des « *sanctions plus sévères* » lui étaient appliquées.

régional le 11 mai, avec deux questions posées, l'indépendance ou le rattachement à la Russie. Le maintien dans l'Ukraine n'est pas envisagé. Si les séparatistes mènent leur plan à bien, ce qui est loin d'être sûr au vu du peu de soutien dont ils jouissent sur place, la « *République de Donetsk* » pourrait faire office de « *Republika Srpska* », l'entité serbe créée par Belgrade pour miner la Bosnie durant les guerres yougoslaves (1991-1995).

Autorisée le 1^{er} mars par le Sénat, l'intervention de l'armée russe sur tout le territoire de l'Ukraine est peut-être toute proche. Selon Valeri Chniakine, membre du comité de défense et sécurité du Sénat russe, les parlementaires pourraient voter, mardi 29 avril, l'envoi d'un « *contingent de paix* » à l'est de l'Ukraine. « *Il faudrait une discussion entre la Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Ukraine mais comme le dialogue est absent, le contingent sera russe* », a-t-il affirmé, vendredi, dans les colonnes du tabloïd *Moskovski Komsomolets*.

MARIE JÉGO

Dans l'Est, les forces ukrainiennes grignotent les positions prorusses

Sloviansk
Envoyé spécial

Solidement campé au milieu des pneus qui se consomment, Balou pointe sa kalachnikov vers le ciel, doigt sur la détente, prêt à faire feu sur l'hélicoptère de l'armée ukrainienne qui passe à proximité, ce jeudi 24 avril. L'appareil vire brusquement avant de larguer des floppées de tracts, qui s'éparpillent immédiatement. Sloviansk, la seule ville de l'Est ukrainien intégralement tenue par les séparatistes prorusses, ne saura jamais ce que Kiev avait à lui dire.

Balou est déjà ailleurs. Il raccroche son téléphone, hilare, et lance à son second : « *Les Russes ont passé la frontière à Lougansk !* » Le détachement de Balou – ils seraient cinq – est arrivé de Crimée il y a dix jours. Avec l'aide de Moscou, espère cet ancien officier des

armées soviétique et ukrainienne devenu « *businessman* » à Simferopol, ils bouteront « *les fascistes jusqu'en Pologne* ». « *Et les pédés* », ajoute un civil, vite rappelé à l'ordre.

Les Russes n'ont pas passé la frontière, ils ont seulement recommencé des manœuvres en réponse à l'offensive lancée par le gouvernement ukrainien plus tôt dans la matinée – un « *crime sérieux contre son propre peuple* », selon Vladimir Poutine.

En fait d'attaque, le mouvement des forces ukrainiennes est limité. Après avoir pris sans résistance le contrôle du bourg de Sviatigorsk, celles-ci ont installé de nouveaux barrages sur plusieurs routes menant à la ville. Des blindés et des hélicoptères y stationnent. Tôt dans la matinée, ils ont aussi poussé leur avance jusqu'au barrage édifié par les

séparatistes à la sortie nord de Sloviansk. Ses occupants, après avoir mis le feu aux barricades, avaient déserté les lieux, et les hommes en armes qui pullulent en ville ne se sont pas montrés.

Kiev avance un bilan surprenant de « *cinq morts* » dans le camp des séparatistes. Ceux-ci, habituellement prompts à gonfler leurs pertes, font état d'un mort et d'un blessé, deux hommes qui rentraient en voiture dans leur village après une nuit de garde sur les barricades. On n'a vu arriver de corps ni à l'hôpital de Sloviansk ni à la morgue.

Nul ne sait si la manœuvre de jeudi est destinée uniquement à calmer une opinion publique qui s'impatiente face à l'atonie de l'« *opération antiterroriste* » lancée le 13 avril, ou si les nouvelles positions serviront de point de départ à des offensives plus

sérieuses. Kiev, en tout cas, s'échine pour éviter que le pourrissement de la situation ne permette aux prorusses d'accroître leur présence dans la région de Donetsk. Jeudi, l'hôtel de ville de Marioupol, sur la mer d'Azov, a été repris par la police. Sur les routes, les barrages tenus par des séparatistes non armés alternent désormais avec ceux, plus nombreux, de la police.

« Nouveau Stalingrad »

Mais à Sloviansk, ville de 100 000 habitants, l'assaut a encore fait monter la tension. La place forte des prorusses est quadrillée par des hommes armés se revendiquant de toutes sortes d'organisations et qui peuvent arbitrairement faire descendre un automobiliste de son véhicule et le tenir à genoux sur la chaussée le temps d'une vérification.

Jeudi, le « *maire populaire* » de la ville, dont les conférences de presse débridées évoquent les sorties pleines de fougue du président tchétchène Ramzan Kadyrov, a annoncé à être prêt à transformer la ville en un « *nouveau Stalingrad* ». Il a aussi prévenu qu'il ferait tout pour empêcher la tenue de l'élection présidentielle prévue le 25 mai, quitte à « *prendre des otages et à les pendre par les couilles* ».

L'un de ces otages a pourtant été libéré jeudi. Il s'agit du journaliste américain Simon Ostrovsky, qui avait été retenu pendant deux jours et que le maire suspectait d'être un « *informateur de Pravyi Sektor* », un groupe ultranationaliste ukrainien accusé aussi bien des vols dans les magasins que d'attaques massives sur les villages des alentours. D'autres journalistes ou activistes

civiques ukrainiens, qui ne sont pas officiellement détenus, sont portés disparus. La maire de la ville, Nelli Chitepa, est, elle, toujours « *retenue* ».

C'est aussi à Sloviansk, dans une rivière, qu'a été retrouvé le 19 avril le corps torturé de Volodimir Rybak. Ce conseiller municipal de Gorlivka avait été vu pour la dernière fois le 17 avril, soit trois jours après que sa ville ait été investie par des miliciens prorusses. Il tentait alors de pénétrer dans le bâtiment occupé de la mairie pour y accrocher, à la place de celui de la « *république populaire de Donetsk* », le drapeau ukrainien. Il avait alors été pris à partie par de simples manifestants avant d'être emmené par des hommes masqués. Ses obsèques, dimanche 20 avril, n'ont pas réuni plus d'une cinquantaine de personnes. ■

BENOÎT VITKINE

Pour Paris, les « condoléances » d'Ankara sur le génocide arménien ne suffisent pas

M. Hollande cherche à sortir de l'impasse juridique sur la pénalisation des propos négationnistes

Comment sortir d'une impasse juridique sans perdre politiquement la face ? C'est la question à laquelle François Hollande s'est efforcé de répondre, jeudi 24 avril, à l'occasion des commémorations du 99^e anniversaire du génocide perpétré contre les Arméniens dans les dernières années de l'Empire ottoman.

Dans un discours d'un quart d'heure prononcé au pied de la statue de Komitas (1869-1935), ce prêtre et musicien arménien rescapé des massacres qui a donné son visage au monument honorant la mémoire des victimes, à deux pas du pont des Invalides, à Paris, le chef de l'Etat a esquissé une voie pour sortir du casse-tête que constitue pour lui, depuis plus de deux ans, le débat sur la pénalisation de la négation du génocide.

Cette voie de sortie a un nom : l'Europe. En décembre 2013, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait désavoué la Suisse après la condamnation par celle-ci d'un nationaliste turc, Dogu Perincek, qui avait nié l'existence du génocide des Arméniens.

Soucieux de ne pas laisser s'installer l'idée qu'il renonce à sa promesse, François Hollande a multiplié les gestes

Depuis, la Suisse a décidé de faire appel, en demandant le renvoi de cette affaire devant la Grande Chambre de la CEDH. Dans cette nouvelle bataille qui s'engage, François Hollande a déclaré que la France « *interviendrait aux côtés de la Suisse* ».

Bien que procédurale, cette annonce du chef de l'Etat a été très applaudie par les quelques centaines de personnes, en grande majorité des représentants de la communauté arménienne, venues l'écouter jeudi en fin de journée. Si la CEDH donne finalement gain de cause à la Suisse, c'est en effet le combat de ceux qui, en France, souhaitent que soit pénalisée la négation



Une peinture murale commémorant le génocide arménien, jeudi 24 avril, à Los Angeles. DAVID MCNEW/GETTY

tion du génocide qui pourrait se trouver facilité.

Pour l'heure, ce combat est dans l'impasse. Il l'est en fait depuis février 2012, quand le Conseil constitutionnel a censuré une loi visant à pénaliser la négation des génocides, adoptée quelques semaines plus tôt par l'Assemblée nationale et le Sénat. Alors candidat à la présidentielle, François Hollande s'était engagé à ce que, une fois élu, un nouveau projet de loi allant dans ce sens soit déposé, malgré les protestations et menaces de représailles de la Turquie. La parole a été tenue, mais un an plus tard, en avril 2013, le Conseil d'Etat a don-

né un avis défavorable au nouveau texte qui lui fut transmis par le gouvernement, au motif que celui-ci méconnaissait le principe de prévisibilité de la loi pénale.

Plutôt que de prendre le risque d'une nouvelle censure du Conseil constitutionnel, le gouvernement a finalement décidé de ne pas déposer le projet de loi au Parlement. La décision de la CEDH l'a conforté dans sa prudence. « *Cela n'aurait aucun sens de déposer un projet de loi compte tenu des positions du Conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat et maintenant de la Cour européenne des droits de l'homme* », explique-t-on à l'Elysée.

Washington appelle à une « pleine reconnaissance »

Sans interpellier directement son allié turc au sein de l'OTAN, et sans utiliser le mot « génocide », récusé par Ankara, le président américain, Barack Obama, a appelé, jeudi 24 avril, à une « reconnaissance pleine, franche et juste des faits », dans un communiqué publié à l'occasion du 99^e anniversaire du déclenchement des massa-

cles de 1915. Le département d'Etat américain a cependant qualifié d'« historiques » les condoléances exprimées la veille par le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, estimant qu'elles constituaient une avancée pouvant ouvrir la voie à une normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie.

THOMAS WIEDER

En visite en Asie, Barack Obama ménage ses alliés en évitant les sujets polémiques

Le président américain a affirmé qu'il défendrait le Japon en cas de conflit en mer de Chine du Sud

Tokyo
Correspondant

Le président américain, Barack Obama, qui est arrivé vendredi 25 avril à Séoul, deuxième étape de sa tournée asiatique après Tokyo, s'efforcera de confirmer la volonté des Etats-Unis de renforcer leur présence dans la région. Mais il lui faudra faire preuve d'un doigté diplomatique particulier : il arrive dans un pays meurtri par la tragédie du naufrage du ferry, et dont l'opinion publique est remontée contre Tokyo en raison du négationnisme affiché du premier ministre japonais, Shinzo Abe, à propos des crimes de guerre commis à l'époque du Japon impérial.

A Tokyo, Barack Obama a évité les sujets qui divisent ses alliés coréen et japonais, et qui jettent une ombre sur le recentrage stratégique des Etats-Unis sur la région Asie-Pacifique. Il lui sera plus difficile d'être aussi évasif à Séoul.

Le président a apporté au Japon le soutien attendu en réaffirmant que les Etats-Unis étaient « *obligés* » par le traité de sécurité de 1960 entre les deux pays de défendre le Japon, et que les îlots inhabités Senkaku (Diaoyu, en chinois)

en mer de Chine méridionale, revendiqués par Pékin, faisaient partie du périmètre de défense couvert par le traité. « *Sans préjuger des décisions finales concernant la souveraineté des Senkaku, celles-ci sont historiquement administrées par le Japon et nous ne pensons pas qu'elles doivent faire l'objet d'une modification unilatérale* », a déclaré M. Obama. « *L'article 5 du traité bilatéral couvre tous les territoires sous administration japonaise, dont les Senkaku* », a-t-il précisé. Le communiqué commun reprend cet engagement et souligne la « *préoccupation* » des deux parties à la suite de la déclaration unilatérale de la Chine d'une zone d'identification aérienne en mer de Chine méridionale.

La position de M. Obama n'est pas nouvelle : c'est celle de Washington depuis le début de la controverse sino-japonaise sur la question des Senkaku, mais c'était la première fois que le président américain la confirmait de vive voix.

Ces propositions ont suscité une réaction virulente de la part de Pékin. Selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Qin Gang, « *le traité américano-nippon est un accord bilatéral datant*

de la guerre froide et il ne doit pas entamer les intérêts légitimes de la Chine ».

Washington se garde de se prononcer sur la souveraineté des îlots, alors que pour Tokyo il n'existe aucun litige avec la Chine à leur propos : ils sont japonais. Dans le communiqué commun, les Etats-Unis et le Japon se déclarent néanmoins favorables « *à un recours à des moyens diplomatiques, y com-*

Les négociations sur le partenariat transpacifique, visant à créer une zone de libre-échange, sont toujours enlisées

pris un arbitrage international, pour résoudre les différends maritimes en mer de Chine méridionale ». Cela pourrait représenter une concession de la part du Japon.

De son côté, la Chine a levé soudainement la saisie, il y a quelques jours, d'un navire japonais pour un litige remontant à l'avant-guerre. Selon les autorités chinoises, la compagnie de marine mar-

Soucieux de ne pas laisser s'installer l'idée qu'il renonce à une promesse de campagne juridiquement difficile à honorer, François Hollande a multiplié les gestes, jeudi, visant à montrer qu'il continue, comme président de la République, de défendre la cause arménienne avec la même ardeur qu'à l'époque où il dirigeait le Parti socialiste.

D'où son engagement à ce que soit inauguré à Paris, pour le centenaire du génocide, en 2015, un Centre de mémoire et de civilisation arménien. D'où sa promesse de revenir à Erevan, où il doit déjà se rendre le 12 mai, pour les cérémonies du centenaire. D'où, enfin, sa réaction aux « *condoléances* » présentées la veille par le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan aux « *petits-enfants des Arméniens tués en 1915* » : « *C'est un mot qu'il faut entendre mais qui ne peut pas suffire* », a estimé le président français. A quinze jours de son déplacement en Arménie, François Hollande ne pouvait pas dire mieux pour s'y garantir un accueil des plus chaleureux. ■

THOMAS WIEDER

A Bogota, le maire retrouve son poste après avoir été destitué par l'administration

L'ancien guérillero est au cœur d'un feuilleton judiciaire qui divise l'opinion colombienne

Bogota
Correspondante

Gustavo Petro a retrouvé sa charge et son bureau de maire de Bogota, la capitale de la Colombie (7,7 millions d'habitants). La question est de savoir pour combien de temps. La crise politique ouverte par son limogeage en décembre 2013 tourne à la saga juridique et à l'imbroglio. Il oppose l'ancien guérillero et ex-sénateur de 54 ans, élu en 2012 à la tête de la capitale, et Alejandro Ordoñez, l'inspecteur général des services, ultraconservateur.

Le président, Juan Manuel Santos, avait avalisé, le 19 mars, la destitution du maire, décidée par M. Ordoñez. Mercredi 23 avril, sur ordre du Tribunal supérieur de Bogota, le chef de l'Etat a signé le décret qui rétablit M. Petro dans ses fonctions. Entre-temps, deux maires par intérim ont occupé le poste et un scrutin pour élire un nouveau maire a été programmé en juin. Il n'a plus lieu d'être. Pour le moment. Sur Internet, un site satirique propose « *une nouvelle application pour savoir en temps réel qui est le maire de Bogota* ».

« Sectarisme »

M. Ordoñez a annoncé jeudi qu'il fera appel du jugement ayant obligé le président à rétablir M. Petro. Le maire juge que l'action du fonctionnaire est guidée par « *l'orgueil et le sectarisme* ».

« *Les lois, les juges m'ordonnent de restituer le maire Petro et j'ai donc signé le décret correspondant. Je n'ai pas le choix. Je ne fais qu'appliquer la loi* », s'est justifié M. Santos qui, le 25 mai, briguera un nouveau mandat. Il en convient : « *Cela peut plaire à certains, pas à d'autres*. » A un mois du scrutin présidentiel, l'affaire Petro polarise les électeurs, presque autant que les négociations de paix en cours avec la guérilla.

La gauche se réjouit du retour de Gustavo Petro. Elle y voit « *une victoire de la démocratie et des droits de l'homme* ». L'organisation Human Rights Watch aussi.

Les partisans du président Santos mettent en avant « *la défense des institutions* ». Mais un ancien maire de Bogota, Jaime Castro, dénonce la « *farce judiciaire en cours, digne d'une république bananière* ».

Chargée de lutter contre la corruption, l'inspection des services, dite *Procuraduría* est dotée de larges pouvoirs disciplinaires. Elle peut notamment destituer un élu sans décision judiciaire, ce que nombre de juristes estiment être contraire au droit international.

Considérant illégale la réforme du système de ramassage des ordures engagée par M. Petro, le *procurador general* annonçait en décembre 2013 la destitution du maire. La sanction, assortie d'une inéligibilité de quinze ans, suscite une indignation d'autant plus vive que M. Petro n'a jamais été accusé de corruption, ni d'enrichissement personnel.

Pourtant très critique de la gestion erratique du maire, le quotidien *El Espectador* juge la sanction « *complètement disproportionnée* ». M. Petro se dit victime de persécution politique. Il dénonce « *un coup d'Etat de fait* ». Ses avocats déposent alors des dizaines de recours et portent l'affaire devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

En mars, la CIDH demande le maintien en poste provisoire du maire. Mais le Conseil d'Etat colombien ayant rejeté pour des raisons de procédure une première série de recours, M. Santos signe la destitution du maire.

Ni la CIDH ni le Conseil d'Etat ne se sont encore prononcés sur le fond. C'est dire si le retour de Gustavo Petro est encore bien fragile. Et le feuilleton n'est pas fini. Si le maire devait être définitivement confirmé dans ses fonctions, les électeurs de Bogota seront tout de même appelés aux urnes. Le référendum révocatoire, voulu par la droite, ayant été approuvé avant la destitution du maire, le scrutin devra alors avoir lieu. ■

MARIE DELCAS

DU 10 AU 27 AVRIL PARIS 15^e

VENTES (NON) PRIVEES!

neology

L'excellence française !

Découvrez la qualité irréprochable d'un cuir de mouton patiné et ciré à la main, sublimé par une finition haut de gamme. Fabrication française.

Club Clayton 1290€
dont 3,50€ d'éco-part au lieu de 1900€

Dimensions : L83 x P88 x H77 cm

Structure Métal massif, assise et dos suspension ressorts acier, assise mousse polyuréthane HR 25 kg/m³, ouate polyester 100 kg/m³ doté HR 26 kg/m³. Prix hors livraison.

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

www.topper.fr

Espace Topper
A Paris depuis 1926

7J/7 • M² BOUICAUT • P. GRATUIT

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobiliier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Internet fait de Munich un paradis naturiste

A Munich, « capitale du naturisme » ! Des sites Internet du monde entier ont décerné ce titre à la troisième ville d'Allemagne, avec en guise d'illustration, des photos de Bavarois dans le plus simple appareil, à vélo ou à pied, sac au dos, comme si des hordes de nudistes s'apprétaient à déferler sur la Marienplatz, la place du centre-ville dédiée à Marie, patronne de la Bavière. Certains commentateurs ont ironisé sur ce « nouveau modèle allemand », d'autres ont évoqué « une grande date pour les nudistes ».

Oui, on peut voir des gens nus dans certains parcs de Munich. Mais non, ce n'est pas la fin d'un tabou : cela fait au contraire des années que ça dure, loin de tout emballement médiatique.

Reprenons les faits. A l'automne 2013, la loi interdisant la nudité dans les lieux publics en Bavière a expiré. C'est le ministère régional de l'intérieur qui était chargé de faire régner l'ordre vestimentaire, tout en garantissant des exceptions territoriales pour les naturistes. Mais, conformément au principe de subsidiarité auquel les Allemands tiennent tant, le Land a estimé plus approprié qu'à l'avenir, les villes et les

communes décident elles-mêmes des espaces de liberté à accorder aux adeptes du FKK (*Freikörperkultur*, le nom allemand du naturisme). L'administration munichoise a donc pris le relais. Et, le 9 avril, elle confirmait l'interdiction de se promener tout nu dans les lieux publics de Munich, tout en accordant sensiblement les mêmes exceptions que dans la loi précédente – des parcs ou des espaces loin de l'agitation urbaine.

Magnanime, la municipalité a juste ajouté à la liste des lieux où l'on peut se dénuder aux beaux jours un endroit situé en centre-ville mais au bord du fleuve Isar, où un naturisme sauvage s'était de toute façon imposé au fil des années.

Tout cela est passé quasi inaperçu dans un pays où l'on se dévêt sans complexe dans les saunas, les douches des piscines, sur certaines plages, surtout dans l'Est, ou dans quelques espaces verts de grandes villes. Mais la presse étrangère a fait de Munich l'une des villes les plus libérales en matière de nudité, alors que le nombre des naturistes est en baisse depuis des années. ■

BLANDINE MILCENT
(BERLIN, CORRESPONDANCE)

PROCHE-ORIENT

Les Etats-Unis appellent Israéliens et Palestiniens au compromis

WASHINGTON. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exhorté, jeudi 24 avril, les dirigeants israéliens et palestiniens à « faire des compromis », quelques heures après l'annonce d'une suspension par Israël des négociations de paix en cours depuis juillet 2013 avec l'Autorité palestinienne. Tel-Aviv réagissait à l'annonce de la signature, la veille, d'un accord de réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas prévoyant la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pour le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, ce rapprochement interpalestinien « tue la paix ». Israël « ne négociera pas avec un gouvernement palestinien s'appuyant sur le Hamas, une organisation terroriste qui appelle à la destruction d'Israël », a-t-il ajouté. – (AFP.)

Bangladesh Manifestation sur les ruines du Rana Plaza, un an après son effondrement

DACCA. Des milliers de Bangladais ont exprimé, jeudi 24 avril, leur colère sur les ruines du Rana Plaza, un an après le dramatique effondrement des ateliers textiles, qui avait fait 1138 morts. « Nous voulons une indemnisation », criaient les manifestants, dont certains avaient apporté des fleurs et des couronnes, réclamant aussi « la mort pour Sohel Rana », le propriétaire du complexe. – (AFP.)

Au Royaume-Uni, des méthodes brutales pour remettre au travail les handicapés

L'entreprise française qui réalisait des examens médicaux pour le compte du gouvernement, Atos, a renoncé après des scandales provoqués par des erreurs d'appréciation

Leicester
Envoyé spécial

Jayne Linney appelle ça « le syndrome de l'enveloppe marron ». Sévèrement handicapée après deux accidents de voiture, cette femme de 52 ans, rencontrée mi-avril, vit avec la peur de recevoir dans sa boîte aux lettres une convocation à une visite médicale pour évaluer son invalidité. « A chaque fois que j'entends le postier, j'ai une boule dans l'estomac. »

Sa crainte fait suite à l'expérience traumatisante qu'elle a vécue lors de ses dernières évaluations. En 2010, Jayne avait cessé de travailler, à contrecœur, mais sur ordre de son médecin. Les séquelles de ses accidents s'aggravaient, et, outre de sérieuses difficultés à marcher et un bras gauche partiellement paralysé, elle souffrait d'incontinence et de fibromyalgie, une maladie qui provoque des douleurs aiguës dans tout le corps.

En 2012, elle a été convoquée à un examen médical par l'entreprise française Atos, qui réalise l'évaluation des handicaps pour le compte du gouvernement britannique. « Rien ne m'avait préparée à faire face à quelqu'un d'aussi ouvertement hostile. Un des exercices était de se mettre sur la pointe des pieds. J'en suis incapable, mais l'infirmière m'a hurlé dessus, m'accusant de ne pas faire d'efforts. » Résultat du test : zéro point, alors qu'il en faut quinze pour avoir droit à l'allocation handicapés. Jayne risquait de perdre sa seule source de revenu et elle a saisi la justice. Un tribunal lui a donné raison dix-huit mois plus tard. « Le juge a regardé mon dossier et m'a immédiatement interrogée sur mon incontinence, qui est un critère simple à évaluer. En trois minutes, il avait tranché en ma faveur. »

Ce n'était pourtant qu'un début. Deux mois après sa victoire judiciaire, Jayne a été convoquée pour un nouvel examen médical. Au total, elle a été testée à cinq reprises en trois ans par Atos. A une exception près, l'expérience a toujours été extrêmement désagréable. Si elle a finalement obtenu satisfaction, il lui a fallu se battre contre un système qu'elle juge organisé contre les handicapés.

Ce système a été mis au point par le gouvernement britannique, qui veut faire des économies en poussant les handicapés qui le peuvent à retourner travailler. Si l'objectif est sans doute louable, la



Manifestation de handicapés contre Atos, en octobre 2011, à Londres. P. WOLMUTH/REPORT DIGITAL-REA

méthode pour y parvenir est dénoncée : les tests sont rigides et des milliers de cas erronés ont été documentés.

Parmi les personnes jugées aptes au travail se trouvaient un homme dans le coma, des personnes qui sont mortes peu après, d'autres encore qui étaient incapables de marcher plus de quelques dizaines de mètres sans reprendre leur souffle... Près de 40 % des personnes qui ont fait appel de la décision ont gagné face aux tribunaux.

Le questionnaire, peu flexible, a tendance à ne prendre en compte que les handicaps évidents, mettant en doute les symptômes moins visibles

Si la décision finale sur l'attribution des allocations sociales revient au gouvernement, les examens médicaux sont sous-traités à Atos, une entreprise dirigée par Thierry Breton, l'ancien ministre de l'économie.

Depuis, celle-ci est au cœur du scandale, accusée d'incompétence et d'insensibilité. Le 27 mars, elle a annoncé qu'elle renonçait au

contrat, signé en 2005 et qui devait arriver à terme en août 2015. L'entreprise dit s'arrêter de son plein gré. Elle veut mettre un terme aux nombreuses insultes et menaces que reçoivent ses employés. Mais, surtout, l'entreprise française se retire afin de stopper l'hémorragie financière.

Ily a deux ans, alors que le scandale commençait à prendre de l'ampleur, une évaluation écrite du handicap à remplir par le personnel médical a été ajoutée au test, qui ne comportait auparavant que des cases à cocher. Cela a apporté de la nuance dans l'appréciation du patient, mais cela a augmenté d'un tiers la durée du traitement de chaque dossier. Pour Atos, la rentabilité a chuté, passant dans le rouge.

« In fine, sur l'ensemble du contrat, depuis 2005, nous n'aurons réalisé aucun profit », explique Michel-Alain Proch, directeur financier d'Atos. Entre un contrat à perte et une image publique ternie, l'entreprise française a voulu couper court à la catastrophe.

« Je ne crois pas qu'une seule personne handicapée sera triste de savoir qu'Atos ne gère plus ces évaluations », estime Richard Hawkes, directeur de Scope, une association d'aide aux handicapés. Il estime cependant que le départ de l'entreprise risque de ne pas changer

grand-chose. Atos se contentait d'appliquer les examens médicaux mis au point par le gouvernement britannique. Le questionnaire, peu flexible, a tendance à ne prendre en compte que les handicaps évidents, mettant en doute les symptômes moins visibles. « Si vous n'êtes pas dans une chaise roulante, on ne vous croit pas », témoigne Nicky Linney, la fille de Jayne, qui souffre également de fibromyalgie.

Mais les deux femmes estiment aussi qu'Atos n'a fait aucun effort pour rendre le processus supportable. Ensemble, elles ont créé une petite association pour soutenir les handicapés pendant leur évaluation médicale. Avec deux mots d'ordre : ne jamais se rendre seul aux tests, et toujours exiger leur enregistrement.

C'est ainsi que Kitt Boulton, atteinte d'encéphalopathie myalgique (fatigue chronique), a été accompagnée. « Pendant des années, j'ai été terrorisée à l'idée d'être convoquée pour ces examens. Quand j'ai reçu la lettre en novembre 2012, j'ai été prise de panique. » Elle a obtenu gain de cause, mais après une période extrêmement pénible. « Les règles ont été mises en place par le gouvernement, et c'est lui le principal responsable de la situation actuelle », estime-t-elle. ■

ERIC ALBERT

Tony Blair, nouveau prêcheur contre l'islam radical

Dans un discours à Londres, l'ancien premier ministre a prôné un rapprochement avec la Russie

Londres
Correspondant

Voilà Tony Blair prêcheur contre l'islam radical ! C'est la quatrième incarnation de l'ancien premier ministre de Sa Majesté (de 1997 à 2007), qui cumulait déjà trois existences depuis son départ du pouvoir : avocat de l'œcuménisme religieux ; représentant au Proche-Orient du « quartette », regroupant les Nations unies, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie ; businessman riche et comblé.

« La poussée de l'islam constitue une menace majeure pour la sécurité internationale au XXI^e siècle » : en prônant, dans un discours prononcé mercredi 23 avril à Londres, un rapprochement avec la Russie, malgré l'affaire ukrainienne, pour contrer les extrémistes musulmans, l'ex-chef du gouvernement a provoqué une controverse que, n'était le sujet, on pourrait qualifier de tous les diables. L'amalgame

fait par l'ancien hôte du 10 Downing Street entre les rebelles syriens, les Frères musulmans en Egypte et les mollahs iraniens a provoqué la consternation du Foreign Office. « Ils s'agit de l'une des déclarations les plus embarrassantes, par son côté simpliste, que j'aie pu entendre de la part d'un homme politique traditionnel », a par ailleurs jugé Shadi Hamid, spécialiste du Proche-Orient à la Brookings Institution, un cercle de réflexion américain.

Au Royaume-Uni, pays multiconfessionnel, on ne s'aventure pas sur le terrain de la religion sans risque. L'actuel premier ministre, David Cameron, l'a appris à ses dépens en réaffirmant récemment le caractère « chrétien » du royaume. Même si, sur le fond, le leader conservateur n'a pas tort – puisque l'anglicanisme, une variante du protestantisme, est religion d'Etat –, sa sortie a provoqué un grand raffut dans les cercles laïques. D'autant que le protestantisme recule actuellement face

au catholicisme et à l'islam, en raison de l'afflux d'immigrés d'Europe de l'Est d'une part, du sous-continent indien, du Maghreb et d'Afrique d'autre part.

Si le Royaume-Uni a eu au XIX^e siècle un premier ministre d'origine juive (mais converti), Benjamin Disraeli, aucun catholique n'a occupé le 10 Downing Street. Tony Blair s'est d'ailleurs senti obligé d'attendre son départ du poste avant d'annoncer officiellement sa conversion au catholicisme.

Accusations d'affairisme

À écouter Tony Blair, les pays du Golfe symbolisent « les valeurs de la tolérance religieuse et d'économies ouvertes et réglementées ». Cette déclaration a renforcé les accusations d'affairisme que lui adressent ses pires détracteurs.

L'architecte du New Labour est aujourd'hui un homme riche qui « pèse » plus de 100 millions d'euros. En 2009, il a fondé un cabinet

de conseil appelé Tony Blair Associates. Installé dans des somptueux bureaux à Grosvenor Square, au cœur de Mayfair, le quartier londonien le plus chic, cette enseigne pour happy few compte parmi ses clients le Qatar, le Koweït, ainsi que Development Company, un fonds souverain d'Abou Dhabi.

La société prête main-forte à des autocrates pas très recommandables ou à de mystérieux négociants en matières premières. En septembre 2012, M. Blair avait facturé plus d'un million d'euros de commissions pour trois heures d'un travail de médiation destiné à débloquer un projet de fusions-acquisitions entre le Qatar et le groupe suisse de matières premières Glencore.

A ces critiques, Tony Blair réplique que l'essentiel des revenus de ses affaires est réinvesti dans ses deux organisations caritatives, la Fondation pour la foi et une association d'aide à l'Afrique. ■

MARC ROCHE

e-spire
france-liquide

e-liquide sans nicotine
pour cigarette électronique

Créations élaborées dans notre laboratoire en Picardie.

Interdit aux mineurs de moins de 18 ans.

Stéphane Espire E-spire www.e-spire.fr

FABRIQUE EN FRANCE

L'Égypte préfère le charbon aux énergies renouvelables

Professionnels du tourisme et ONG contestent la décision du gouvernement d'autoriser l'importation du combustible fossile

Le Caire
Correspondance

Après des mois de bataille, le gouvernement intérimaire égyptien semble avoir tranché. En levant totalement, fin mars, les barrières à l'importation de charbon, il a répondu favorablement à la demande des compagnies de ciment qui voient leur production diminuer à cause de la pénurie de gaz naturel qui frappe l'ensemble du pays depuis la fin des années 2000. Au grand dam des défenseurs de l'environnement, qui dénoncent une absence totale de vision énergétique sur le long terme, et des professionnels du tourisme, inquiets des répercussions sur leur activité.

Depuis un an, les coupures d'électricité sont quotidiennes. La crise devrait aller en s'aggravant avec l'arrivée de l'été, où l'on observe des pics de consommation liés à l'usage des climatiseurs dans ce pays désertique. « C'est le résultat d'une surestimation de notre sous-sol gazier et d'une augmentation mondiale du prix de l'énergie », explique Magdi Allam, directeur des recherches sur le changement climatique au sein du ministère de l'environnement égyptien.

Les centrales électriques sont sous-alimentées en gaz naturel, principale ressource énergétique du pays. Les particuliers ne sont pas les seuls affectés : les industriels sont désormais obligés

de produire en pointillé. C'est notamment le cas pour le secteur du ciment : représentant seulement 2 % du produit intérieur brut égyptien, il fournit néanmoins la matière première aux entreprises du BTP, qui embauchent plus de 40 % de la population active en Égypte. Au total, la production est assurée par vingt et une compagnies, dont le groupe français Lafarge.

Depuis un an, les coupures d'électricité sont quotidiennes. La crise devrait aller en s'aggravant avec l'arrivée de l'été

Jusqu'à maintenant, l'importation de charbon en Égypte était des plus limitées : elle n'était autorisée que dans le secteur de l'acier, qui l'utilise comme matière première nécessaire à la production.

« L'arrêt forcé des fours à très hautes températures a un coût exorbitant. En 2013, les producteurs du ciment ont accusé des pertes de 15 % par rapport à l'année précédente », avance Medhat Stefanos, président de la fédération des industries du ciment. Les professionnels du secteur envisagent donc d'un bon œil la décision du gouvernement, car ils parient sur le charbon pour pallier la

pénurie de gaz naturel. Selon Medhat Stefanos, son coût énergétique est équivalent à celui du gaz naturel et il présente beaucoup d'avantages : « La combustion du charbon est totale. On réutilise les cendres et ça permet de produire du ciment de meilleure qualité, sans pollution. »

En revanche, la levée de l'interdiction d'importation du charbon est considérée comme un non-sens par le ministère de l'environnement, qui se bat depuis des mois pour faire entendre sa voix. « Selon nos calculs, l'industrie du ciment devra importer 8 millions de tonnes de charbon par an. Il va falloir aménager les ports et les routes pour l'acheminer jusqu'aux usines. Ces nouvelles infrastructures ne verront pas le jour avant au moins trois ans, estime Magdi Allam. Le charbon, à court terme, ne résoudra pas la crise énergétique. »

Même constat du côté du ministère du tourisme, qui estime que le gouvernement va à contre-courant de la tendance mondiale. « Charbon et tourisme ne vont pas de pair », a déclaré en avril à la presse égyptienne Hicham Zaazou, le ministre du tourisme. Le secteur, pilier de l'économie égyptienne, est au plus mal depuis le soulèvement de 2011.

A long terme, beaucoup pointent du doigt un impact sévère sur l'environnement et la santé. « On le sait : les particules de charbon sont à l'origine de problèmes



L'industrie du ciment égyptienne parie sur le charbon pour pallier la pénurie de gaz naturel qui frappe le pays depuis la fin des années 2000. HAMILTON/REA

respiratoires, de maladies cardiovasculaires, de cancers. Les habitants des villes portuaires, comme Port-Saïd, où sera stocké le charbon, seront les premiers exposés », affirme Sarah Rifaat, membre de la campagne « Les Égyptiens contre le charbon », qui rassemble une dizaine d'ONG. Selon une étude publiée par le ministère de l'environnement égyptien, la prise en charge des maladies dues à la pollution du charbon oscillerait entre 300 millions et 500 millions d'euros par an. « Qui va payer l'addition ? Les citoyens ! », s'insurge Sarah Rifaat.

Pourtant, l'Égypte, territoire désertique à 90 %, présente un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables. « Avec le prix du terrain dans les zones iso-

lées, il serait peu coûteux de mettre en place des parcs d'éoliennes, pointe Ahmed Huzzayin, doctorant en ingénierie électrique, maître de conférences à l'université du Caire. Nous pourrions aussi utiliser la biomasse pour l'énergie thermique dont l'industrie du ciment a besoin, comme cela se fait en Europe ou dans d'autres industries en Égypte. Cela aurait un triple avantage : améliorer le traitement des déchets, créer des emplois et éviter une dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur. »

« Il n'y a pas de vision à long terme en ce qui concerne la gestion de l'énergie, déplore Sarah Rifaat. Les décisions sont prises dans un contexte de crise, par une poignée de personnes influentes qui veulent faire des bénéfices. C'est aux Égypt-

tiens de décider de l'avenir énergétique du pays, et nous n'avons même pas de Parlement élu. »

L'annonce du gouvernement n'a, pour l'instant, pas valeur de loi. Les industriels du ciment espèrent obtenir au plus vite les licences pour mettre en place les nouveaux circuits d'alimentation des usines. Certains n'ont pas attendu la levée de l'interdiction de l'importation de charbon. En novembre 2013, des activistes, photographes à l'appui, ont révélé l'arrivée d'une cargaison de charbon importée par la compagnie Lafarge, qui a démenti l'information au Monde. La ministre de l'environnement, Laïla Iskandar, a de son côté intenté une action en justice contre le groupe français. ■

MARION GUÉNARD

Que dirait votre voiture, si elle pouvait parler de vous ?

FORD KUGA
➤ Ford SYNC® avec lecture des SMS*
Titanium 2.0 TDCI 140 ch 4x2
169€ /mois⁽¹⁾ sans condition de reprise
Entretien compris⁽²⁾

LOA IdéeFord 25 mois. 1^{er} loyer de 6 790 €, puis 24 loyers de **169€⁽¹⁾**
Montant total dû en cas d'acquisition : **26 420 €**
Un crédit vous engage et doit être remboursé.
Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

*Selon téléphones compatibles. (1) **Location avec Option d'Achat** pour un Kuga Titanium 2.0 TDCI 140 ch FAP BVM6 4x2 Type 04-13. Prix maximum au 01/01/2014 : 29 950 €. Prix remis : 25 150 € incluant 4 800 € de remise. Kilométrage standard 25 000 km/an. Dépôt de Garantie de 1410 €. **Option d'achat : 15 574 €**. Assurances facultatives. Décès-Incapacité à partir de 17,61 €/mois en sus de la mensualité. Offre réservée aux particuliers pour toute commande de ce Kuga neuf du 01/04/14 au 30/04/14, en stock dans les concessions Ford participantes, livré avant le 30/04/2014. **Sous réserve d'acceptation du dossier par Ford Credit**, 34 rue de la Croix de Fer, 78174 St-Germain-en-Laye. RCS Versailles 392 315 776. N° ORIAS : 07031709. Délai légal de rétractation. (2) Entretien optionnel à 13 €/mois. Modèle présenté : Kuga Titanium 2.0 TDCI 140 ch 4x2 avec Jantes Alliage 18" 5 branches, Phares bi-Xénon, Pack Style, Pack Mains Libres et Peinture métallisée, au prix après promotion de 27 790 €, apport, dépôt de garantie et option d'achat identiques, coût total : 29 116,88 €, 24 loyers de **281,40 €/mois**. **Consommation mixte : 5,3 l/100 km. Rejet de CO₂ : 139 g/km.**

Ford France, 34, rue de la Croix de Fer, 78122 St-Germain-en-Laye Cedex. SIREN 425 127 362 RCS Versailles.

Ford

Go Further

Ford.fr

Retrouvez Ford France sur

« Plus de souplesse pour les rythmes scolaires »

Le ministre de l'éducation nationale, Benoît Hamon, assure qu'« il n'y aura pas de report » de la réforme

Entretien

Le 2 avril, Benoît Hamon, 46 ans, s'installait au poste de ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Sa première décision porte sur les rythmes scolaires, le sujet qui a empoisonné son prédécesseur. Si le nouveau ministre s'inscrit dans la droite ligne de Vincent Peillon, dont il dit souhaiter poursuivre le travail, il met dès aujourd'hui l'accent sur une école qui corrigerait les inégalités de naissance.

Vous êtes très attendu sur la réforme contestée des rythmes scolaires. A quel compromis êtes-vous parvenu ?

Je suis attaché à la phrase de Gambetta : « Il ne s'agit pas de reconnaître des égaux, mais d'en faire. » Toute mon action vise à combler le gouffre entre l'incantation égalitaire des discours et l'âpre réalité que nous constatons : l'école française est aujourd'hui la plus inégalitaire de l'OCDE. J'arrive à un moment où il reste à convaincre que ces nouveaux rythmes scolaires visent à mieux faire réussir les enfants. C'est l'une de mes tâches. J'écirai en ce sens une lettre aux familles.

En même temps, je ne suis pas dans le déni des difficultés de mise en œuvre. Avec le premier ministre, Manuel Valls, nous avons décidé d'assouplir le cadre réglemen-

« Il sera aussi possible d'alléger les semaines [de 24 heures] en raccourcissant les vacances scolaires »

taire pour qu'il s'adapte aux expérimentations du terrain, et pas l'inverse. C'est pourquoi nous présentons un projet de décret offrant la possibilité d'expérimenter des rythmes scolaires plus souples, qui n'entraient pas dans le décret du 24 janvier 2013, à condition qu'ils soient conçus pour l'intérêt de l'enfant.

Ce que je veux, c'est permettre à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, de bien apprendre, de mieux apprendre à l'école, et donc de pouvoir réussir. **Concrètement, quelles expérimentations seront possibles ?**

Je ne négocie pas l'intérêt général. Aussi, dans tous les cas de figure, les cinq matinées de classe seront obligatoires. Durant ces matinées seront concentrés les apprentissages fondamentaux, car ces temps correspondent aux pics de concentration des enfants. Tous les spécialistes le confirment.

En revanche, il sera désormais possible de regrouper les activités périscolaires sur un après-midi

par semaine, ce qui permettra aux maires, notamment en milieu rural, de faciliter l'organisation des activités périscolaires et de faire des économies d'échelle, par exemple en construisant des partenariats au niveau des communautés de communes.

Il sera aussi possible d'alléger les semaines [de 24 heures de classe] en raccourcissant les vacances scolaires. Ces aménagements devront correspondre à un projet éducatif cohérent et être validés par le rectorat.

En même temps que ce décret complémentaire, vous présentez un projet de circulaire...

Elle précise les modalités d'entrée dans le dispositif d'expérimentation. Les recommandations sur les spécificités des maternelles, qu'il faut prendre en compte.

Dans quelles conditions des communes prêtes sur un projet pourront-elles revenir dessus ?

Il faut bien comprendre que ce texte n'est pas une incitation à reprendre leur copie pour les 94 % de communes qui ont déjà déposé un dossier. Pour changer, il faudra que le maire et l'école s'entendent sur un nouveau projet qui réponde au cadre expérimental.

Vous confirmez que tous les enfants de France seront aux nouveaux rythmes à la rentrée ?

100 % des enfants de l'enseignement public le seront. Il n'y aura pas de report. Les aménagements que nous proposons répondent aux difficultés d'organisation que nous font remonter certains acteurs locaux. Les textes définitifs seront présentés début mai dans les instances paritaires. **Seuls les enfants scolarisés dans l'enseignement catholique resteront aux quatre jours ?**

Je ne doute pas que l'enseignement privé se mettra dans le sillage de l'enseignement public. Je rencontrerai prochainement ses représentants avec qui nous en discuterons.

Mai approche, c'est le mois de la circulaire de rentrée qui donne le ton politique de l'année scolaire suivante. Allez-vous infléchir ce texte ?

Les priorités du gouvernement restent inchangées. À l'occasion de la circulaire de rentrée, j'adresserai à toute la communauté éducative une lettre sur la question des inégalités afin que ce soit le combat de chacun comme ce sera le mien chaque jour. La promesse républicaine l'impose.

Est-ce que s'inscrire dans la ligne Peillon signifie aussi généraliser les ABCD de l'égalité, accusés de véhiculer la théorie du genre ?

Une expérimentation est menée. Une fois que nous disposerons des conclusions, nous discuterons avec le premier ministre, sachant que le respect et l'égalité fille-garçon doivent s'enseigner et



Benoît Hamon, le 24 avril. MARLENE AWAAD/IP3 POUR « LE MONDE »

s'apprendre. Les stéréotypes existent et l'école a la mission de les combattre.

Sur ce sujet, je souhaite que le débat s'apaise. Je suis élu de Trappes [Yvelines], je connais le terrain et ne nie pas que des pressions existent sur les familles. Mais il appartient aux responsables politiques de lutter contre ces peurs. Il faut apaiser le climat scolaire. **Quelles vont être vos priorités dans les mois à venir ?**

Je m'inscris dans un projet collectif. La refondation de l'école se poursuit : rythmes scolaires, formation des enseignants, refonte des programmes ou de l'éducation prioritaire. Il me revient de continuer le travail commencé par Vincent Peillon. Laisser mon empreinte n'est pas mon obsession. Arrêtons de croire ou d'attendre que l'on réinvente l'école à chaque reniement ou alternance.

Ce que je souhaite avant tout,

c'est permettre aux enfants de mieux réussir à l'école, et mener une lutte acharnée contre ces déterminismes sociaux auxquels s'attachent immuablement les destins scolaires.

« Il me revient de continuer le travail commencé par Vincent Peillon. Laisser mon empreinte n'est pas mon obsession »

Votre premier chantier après les rythmes ?

Je vais m'attacher à la réussite de la réforme de la formation des professeurs pour qu'ils puissent « apprendre à apprendre », assimiler les pédagogies et les gestes pro-

fessionnels indispensables pour transmettre des connaissances. Cela est aussi important que l'apprentissage de leur discipline. **Le Conseil supérieur des programmes (CSP) va vous rendre ses préconisations sur le nouveau socle commun de connaissances, de compétences et de culture. Comment allez-vous procéder ?**

Le CSP rendra sa copie avant l'été sur ce bagage, que tous les enfants devront maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire, ainsi que sur le nouvel enseignement moral et civique. À l'automne, nous consulterons les enseignants sur la base de ces préconisations. **Comment abordez-vous l'enseignement supérieur ?**

Je l'aborde avec une secrétaire d'Etat [Geneviève Fioraso] compétente qui continuera de jouer pleinement son rôle. **Compétente mais contestée...**

A-t-il existé un ministre de l'enseignement supérieur qui n'ait pas été contesté ? Geneviève Fioraso a un bilan très positif, en particulier en matière d'aides sociales aux étudiants – logement, bourses...

D'ailleurs, je le répète : je refuse toute hausse de frais d'inscription. Certains rêvent de changer de modèle économique pour les universités, mais nous avons un modèle public que nous voulons préserver et moderniser. Nous allons poursuivre ensemble le travail engagé aussi bien sur les regroupements d'établissements que sur la simplification de l'offre de formation.

Piloter ce grand ministère va me permettre d'améliorer la continuité entre le lycée et les premières années du supérieur. Il faudra notamment favoriser l'orientation des bacheliers professionnels vers les BTS et celle des bacheliers technologiques vers les IUT. Avec

les mesures prévues dans la loi sur l'enseignement supérieur de 2013, nous enregistrons déjà des progrès : une hausse des inscriptions des bacheliers professionnels de 8 % en BTS, et de 3 % des bacheliers technologiques en IUT.

Vous avez obtenu que les 60 000 postes promis par le chef de l'Etat soient conservés. Était-ce la condition de votre venue ?

Quand on est de gauche, le ministère de l'éducation nationale ne se refuse pas. On ne pouvait pas me faire plus grand honneur que de me confier la poursuite de l'œuvre de la République à confirmer cette priorité à la jeunesse.

Ces postes supplémentaires sont le carburant pour mettre en œuvre toutes mes priorités : la réussite des nouvelles écoles du professorat et de l'éducation, la scolarisation des moins de 3 ans, le « plus de maîtres que de classes » au primaire et la réforme de l'éducation prioritaire. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MARLYNE BAUMARD,
AURÉLIE COLLAS ET EMMA PAOLI**

APPEL D'OFFRES - AVIS D'ENQUETE



01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

EMBASSY OF INDIA - PARIS EXTERNALISATION DES SERVICES DE VISA, CARTES OCI & PIO, PASSEPORT INDIEN ET AUTRES SERVICES CONSULAIRES

L'Ambassade de l'Inde à Paris a l'intention de sélectionner des entreprises afin de faciliter les procédures de demande de visa indien, des cartes du Citoyen indien d'Outre-mer (OCI) et des Personnes d'Origine indienne (PIO), de renonciation de la nationalité indienne, de délivrance de passeport indien et de divers services de passeport, etc., à partir du 20 octobre 2014, ceci pour une durée de quatre ans.

2. Afin de procéder aux activités susmentionnées au nom de l'Ambassade, il sera attendu que l'entreprise mette en place des centres de demande dans les principales localités de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux et Strasbourg.

3. Les documents détaillant l'appel d'offres et la demande de proposition, énumérant les critères d'éligibilité, les exigences de service, le périmètre d'activité, le guide aux soumissionnaires, les exigences de proposition, etc., peuvent être consultés sur le site Internet de l'Ambassade de l'Inde www.ambinde.fr, sur le site internet du Ministère indien des Affaires extérieures www.mea.gov.in ainsi que sur le Portail Central des Marchés Publics www.eprocure.gov.in/cppp/.

4. Les offres/propositions seront acceptées sous plis scellés (titrés « Visa/Passport/Consular Outsourcing »). Ils devront contenir deux plis séparés scellés et titrés « Offre technique » et « Offre financière ». Les offres scellées devront être adressées à M. L. Ramesh Babu, Head of Chancery, Embassy of India, 13-15 rue Alfred Dehodencq, 75016 Paris. Téléphone : +33 (0)1 40 50 70 70. Les offres/propositions devront être retournées à l'Ambassade au plus tard le 20 mai 2014 à 12 heures.

APPEL D'OFFRES - AVIS D'ENQUETE



01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

EMBASSY OF INDIA - PARIS OUTSOURCING OF VISA SERVICES, OCI & PIO CARDS, INDIAN PASSPORT AND OTHER CONSULAR SERVICES

Embassy of India, Paris intends to pre-qualify Companies to assist in the processing of applications for the issuance of Indian visa, Overseas Citizen of India (OCI) & Person of Indian Origin (PIO) card, surrender and renunciation of Indian citizenship certificate, issuance of Indian passport and passport related services, etc. with effect from 20th October 2014 for 04 years.

2. To carry out the above mentioned activities on behalf of the Embassy, the Company would be expected to establish Application centre(s) at prominent localities in Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux and Strasbourg.

3. Details of the Invitation for Bids and Request for Proposal documents, enumerating eligibility criteria, service requirements, scope of work, guide to bidders, submission requirements, etc. can be obtained from the Embassy website at www.ambinde.fr, Ministry of External Affairs website at mea.gov.in, and Central Public Procurement Portal at eprocure.gov.in/cppp/.

4. The offers / bids would be accepted in sealed covers (superscribed "Visa/Passport/Consular Outsourcing"). It should contain two separate sealed covers superscribed "Technical Bid" and "Financial Bid" respectively - as applicable). The sealed bids should be addressed to the Mr. L. Ramesh Babu, Head of Chancery, Embassy of India, 13-15, rue Alfred Dehodencq 75016 Paris. Tel#: +33-1-40507070). The offers / bids should reach the Embassy latest by 1200 hours on 20th May 2014.

ILERI
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
À PARIS DEPUIS 1944



LE MONDE PREND UNE AUTRE DIMENSION

CONCOURS D'ENTRÉE 2014 > 15 moi
(date limite de dépôt du dossier le 8 mai)

www.ileri.fr
7-11 AV. des Chasseurs / 75017 Paris - FRANCE / +33 (0)1 40 53 00 44

Les raisons de l'« échec Peillon » sur la réforme des rythmes

L'ex-ministre de l'éducation nationale a payé de son poste les blocages soulevés par un dossier mal financé et peu soutenu au sommet de l'Etat

Analyse

L'ex numéro trois du gouvernement de Jean-Marc Ayrault lançait, jeudi 24 avril, sa campagne pour les élections européennes, où il est tête de liste dans le sud-est face à Jean-Marie Le Pen. Vincent Peillon a payé de son départ du gouvernement la facture de sa réforme des rythmes scolaires.

Sur les dix-huit mois qu'il a passés Rue de Grenelle, il n'a qu'un regret, « celui de n'être pas allé plus vite sur les rythmes scolaires. La concertation avait eu lieu sous la droite, on aurait dû boucler le dossier avant l'été en définissant mieux ce qui était du ressort de l'Etat et des communes pour éviter cette confusion lamentable entre scolaire et périscolaire. D'emblée, on aurait dû penser un accompagnement financier et mieux organiser l'interministériel », estime-t-il aujourd'hui.

« Il a payé pour avoir commencé par une réforme mal ficelée et peu financée », analyse Sébastien Sihir, le secrétaire du principal syndicat du second degré, le SNUipp. Même

l'argent pour une campagne nationale d'information sur le sens de la réforme avait, alors, été refusé au ministre par Matignon.

Cette absence de soutien politique fort au sommet de l'Etat, l'historien Claude Lelièvre en fait un des points-clés de ce que d'aucuns appellent « l'échec Peillon ». A ses yeux, le ministre sortant a souffert « de n'avoir jamais eu le soutien du président ». François Hollande estimait avoir fait sa part du travail en donnant les 60 000 postes. Sur l'école, il ne veut pas d'ennui. C'est lui qui, le premier, sème le doute sur la faisabilité des rythmes à l'automne 2012, devant l'association des maires de France (AMF). Là, il décide, face à une salle remuante, de proposer l'étalement de la réforme sur deux ans.

Anecdote ? Non, décisif : « Dans la V^e République, les grandes réformes qui ont réussi ont toujours été poussées par les chefs d'Etat. La réforme Haby, de création du collège unique [en 1975], n'était pas celle du ministre – qui était contre –, mais celle que vou-

lait le président Giscard d'Estaing », rappelle M. Lelièvre. Même chose sous de Gaulle. « Il n'y a guère que Mitterrand qui n'avait pas vraiment d'idée sur l'école. Mais à la différence de Hollande, il soutenait ses ministres. »

Mais tout ne s'est pas joué avec le manque de soutien de l'exécutif. Selon un élu PS, M. Peillon a définitivement perdu sa place à

Le numéro 3 du gouvernement a peut-être payé de n'avoir pas maîtrisé les recettes de la basse cuisine politique

l'automne 2013 en refusant d'entrer dans le « pacte des ambitieux » signé entre Manuel Valls, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg. « Vincent Peillon et Pierre Moscovici ont refusé d'en être, jugeant qu'il était trop tôt pour faire sortir Ayrault du paysage... ça

leur a coûté leur place », explique ce fin connaisseur des arcanes de Solférino ; « c'est là que s'est défilé le fait que Benoît Hamon aurait l'éducation nationale ». Un pacte renforcé par la claque du premier tour des municipales qui imposait de sortir des ministres importants du gouvernement.

Vincent Peillon était une victime idéale, d'autant qu'il avait deux défauts supplémentaires : celui de faire des gaffes. On se souvient de sa proposition de « libéraliser » le cannabis et plus récemment du possible blocage de l'avancement automatique des fonctionnaires. Cette vieille rengaine que l'agréé docteur en philosophie avait du mal à jouer collectif est repartie de plus belle et lui a fait perdre quelques points encore. Comme la guerre larvée entre son directeur de cabinet et son directeur de l'enseignement scolaire, déballée sur la place publique.

Le numéro trois du gouvernement serait donc mort de n'avoir pas maîtrisé ces recettes de la basse cuisine politique ? Le clair-obscur

de son passage Rue de Grenelle veut que, côté fond, il a ouvert des brèches auxquelles personne n'avait osé toucher. « On ne mesure pas combien sa réécriture du décret de 1950 qui régit le métier enseignant est une véritable avancée. On le verra dans quelques années », analyse Christian Chevalier, secrétaire général du SE-UNSA. « Jusque-là, être prof, c'était donner des cours. Après Peillon, c'est aussi assurer toute une série d'autres tâches. En plus d'avoir touché la journée scolaire, il a recréé une formation des enseignants, mis en place un Conseil supérieur des programmes lancé sur une autre conception des programmes scolaires, mis l'accent sur le primaire et les apprentissages premiers, recentré les ZEP [zones d'éducation prioritaires] sur les établissements les plus en difficulté. La liste est longue... »

Pour Frédérique Rolet, du SNES, « il a un vrai bilan, c'est sûr ; mais une partie des sujets lancés est en devenir. Il n'a pas chuté sur son bilan global mais sur les rythmes et sur des arbitrages politiques ».

« J'ai le bonheur d'avoir engagé de grandes réformes ; d'avoir donné la priorité au primaire. J'estime avoir eu une chance extraordinaire d'être le ministre de l'éducation qui recrée des postes, qui recrée une formation pour les enseignants, redéfinit ce métier, met en place une réforme des ZEP... pour ne citer que quelques-unes des réformes que nous avons menées », insiste aujourd'hui Vincent Peillon.

Et quand on demande à l'ancien ministre pourquoi il ne s'est pas battu pour rester, c'est le philosophe qui répond : « On ne se bat pas pour un poste, on se bat pour une politique. Dès lors que le chef de l'Etat ou du gouvernement estime que je suis un problème pour la politique qu'ils veulent conduire, je m'efface, et c'est normal. Mais je m'efface avec la conscience d'avoir accompli mon devoir. La réforme de l'école ne doit pas être celle d'un homme, mais celle de toute la nation. Qu'elle soit poursuivie dans la durée est la seule chose qui importe. » ■

MARYLINE BAUMARD

Des expérimentations possibles pendant trois ans

Les quatre jours et demi restent la règle, mais de la souplesse est donnée aux communes

Deux ans d'opposition se solderont-ils dans deux pages de texte ? Jeudi 24 avril, en fin d'après-midi, après une semaine d'allers-retours entre Matignon et la Rue de Grenelle, le premier ministre, Manuel Valls, et le ministre de l'éducation nationale, Benoît Hamon, se sont mis d'accord sur les termes d'un « décret portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires ».

Le texte Peillon du 24 janvier 2013 est maintenu et reste la règle, avec, par semaine, ses neuf demi-journées de classe d'au plus cinq heures trente, pour un total de 24 heures hebdomadaires de cours, auxquelles s'ajoutent trois heures d'activités périscolaires. Mais il sera désormais possible d'expé-

Globalement, le décret répond plus aux demandes des maires qu'à celles des enseignants

menter un autre modèle d'organisation pour trois années, à condition de déposer son projet avant le 6 juin et de l'appliquer à la rentrée.

Quelques conditions ont été imposées afin d'éviter que des avatars de la semaine de quatre jours ne reviennent déguisés. Ainsi, « ces adaptations ne peuvent avoir pour effet de répartir les enseignements sur moins de huit demi-journées par semaine comprenant au moins cinq matinées, ni d'organiser les heures d'enseignement sur plus de 24 heures hebdomadaires, ni sur plus de six heures par jour et trois heures trente par demi-journée », précise le texte, qui est adressé vendredi 25 avril aux organisations syndicales pour consultation, et devrait être publié mi-mai après discussions en réunion paritaire.

Ce jargon législatif autorise en fait à libérer un après-midi entier pour les activités périscolaires. Une demande exprimée en zone rurale, où il était difficile de recruter un animateur pour un atelier très court. Il permet aussi de faire « indifféremment » le choix du samedi matin de classe ou du mercredi, mais oblige, dans tous les cas, aux cinq matinées d'école par semaine.

Il ouvre aussi à des aménagements plus conséquents. Ainsi, une commune qui préfère rogner sur ses vacances d'été et limiter la semaine des enfants à vingt-trois heures ou moins de classe par semaine toute l'année pourra désormais le faire, à condition de respecter les cinq matinées par semaine, les huit demi-journées de classe et les 864 heures sur l'année. Cela résout le problème de quelques municipalités qui avaient déjà aménagé leurs rythmes en ce sens, mais auraient dû tordre leur formule pour l'intégrer dans le cadre du décret Peillon.

Le nouveau texte est un savant équilibre politique. Il donne raison aux réformateurs de l'école qui avaient soutenu le projet Peillon en expliquant souvent qu'il ne tenait pas assez compte des aléas du terrain. Le SNUipp, principal syndicat du premier degré, qui demande la réécriture du décret depuis deux ans, reste lui sur sa faim. « Avec la possibilité de regrouper les activités périscolaires sur un après-midi, on a une première ouverture. Mais, hormis cela, les propositions restent maigrelettes », estime Sébastien Sihir, son secrétaire général.

M. Hamon, qu'on attendait naturellement proche de la FSU – par son positionnement à l'aile gauche du PS –, fait avec ce texte un pas vers les réformistes, plus enclins à se méfier de lui. Globalement, le décret répond plus aux demandes des maires qu'à celles des enseignants. Il a le double mérite de conserver l'esprit de son initiateur tout en prenant en compte les difficultés du terrain, a l'air d'un geste politique d'ouverture. Il n'est pourtant pas sûr que le terrain se saisira du cadre nouveau offert là. La possibilité de repenser l'année scolaire – que demandaient des élus de droite – risque fort de rester théorique.

« Pourquoi les enseignants accepteraient-ils de travailler cinq matinées et en plus de réduire leurs vacances d'été ? », se demande un observateur. Par ailleurs, si elle était utilisée massivement – ce qui est peu probable –, cette ouverture recréerait une France à plusieurs vitesses, avec des calendriers scolaires différents sur le territoire. De même, si un grand nombre de communes étaient tentées par l'ouverture de l'expérimentation et reprenaient les dossiers qu'elles sont 94 % à avoir déposés, le grand bazar des rythmes reprendrait. ■

M. B.



POP UP STORE

104 Avenue des Champs-Élysées – Tél. : 01 56 69 17 00

swatch®
SYSTEM 51

Manuel Valls aux prises avec sa majorité

Avant le vote du 29 avril sur le programme de stabilité, le premier ministre « compte d'abord et avant tout » sur les voix de la gauche

Existe-t-il une majorité alternative pour appuyer le plan d'économies et le pacte de responsabilité et de solidarité mis en œuvre par le gouvernement de Manuel Valls ? Le premier ministre devra-t-il aller chercher dans l'opposition les voix qui lui feront défaut dans la majorité ? A-t-il fait le choix d'aller à l'épreuve de force avec une partie, même, des députés socialistes ?

M. Valls, interrogé par *Le Monde*, s'en défend. « Je vois bien que vous, les médias, par un jeu de miroirs, cherchez à installer l'idée que nous pourrions utiliser la droite, dit-il. Ce n'est pas le sujet. J'ai confiance dans le dialogue que nous avons noué avec le groupe socialiste. Pas seulement pour le pacte, mais aussi pour la période à venir. Je compte d'abord et avant tout sur le vote des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes. »

La réunion du groupe socialiste, qui s'est tenue mercredi 23 avril, a témoigné, cependant, d'une vérita-

« Je ne vote pas. Il n'y a aucune inflexion sérieuse. La débâcle des municipales n'a servi à rien »
Laurent Baumel
député, membre de la Gauche populaire

ble déchirure. Jamais, depuis le début du quinquennat, ne s'étaient exprimées autant de voix critiques, encore traumatisées par la débâcle des municipales et qui s'interrogent sur les choix de l'exécutif. A tel point que la contribution de quelques voix de l'opposition, ou, à tout le moins, l'abstention d'une partie d'entre elles, pourrait s'avérer décisive.

« Il n'y a aucun pari sur des voix qui viendraient de la droite ou du centre droit, assure le premier ministre. Que la droite et le centre prennent leurs responsabilités vis-à-vis de l'Europe et du pays, c'est autre chose. Il fallait annoncer les 50 milliards d'économies. Il n'y avait pas d'autre choix, il fallait le faire. Après, le rôle du Parlement est tout à fait légitime. Qu'il y ait un rappel pour les catégories C de la fonction publique, qu'il y ait une

clause de revoyure, qu'il y ait une mesure pour les salariés les plus modestes et les petites retraites, c'est normal. Nous y travaillons. »

Cela suffira-t-il à convaincre l'ensemble de la majorité ? En dépit des pressions et des rappels à la discipline majoritaire, nombre de députés s'interrogent encore, voire sont déterminés à ne pas voter le programme de stabilité.

Dans une tribune publiée vendredi dans *Libération*, trois députés PS proches de Martine Aubry, Laurence Dumont, Jean-Marc Germain et Christian Paul, expliquent pourquoi ils ne le voteront pas. « Pour la première fois depuis juin 2012, nous n'apporterons pas notre suffrage au gouvernement issu de la majorité à laquelle nous appartenons », écrivent-ils.

Le gouvernement ne convaincra pas plus l'aile gauche du PS. Pour Laurent Baumel, « les gestes annoncés ne sont pas sérieux ». « Cette fois, je ne vote pas, déclare le député d'Indre-et-Loire, membre de la Gauche populaire. Il n'y a aucune inflexion sérieuse. La débâcle des municipales n'a servi à rien. Même les demandes modestes des modérés ne sont pas satisfaites. Si même la fronde des modérés n'obtient pas satisfaction, ceux qui réclament une inflexion réelle ne peuvent s'y retrouver. »

En parlant des « modérés », il fait référence à ceux qui, avec Karine Berger, avaient élaboré des scénarios alternatifs. « Le sujet, maintenant, ce n'est pas les grands équilibres, c'est la ligne politique, estime la députée des Hautes-Alpes. De toute évidence, ils n'ont pas compris que la majorité ne serait pas rassemblée. Ils ne voient pas à quel point la gauche ne s'y retrouve pas. Si on en reste là, on est sur un choix de non-prise en compte des demandes des socialistes. On va clairement vers un vote avec les voix de la droite. Il faut qu'ils assument. »

Les réserves, à gauche, ne se limitent pas aux seuls députés socialistes. Le président du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste (RRDP), le radical de gauche Roger-Gérard Schwartzberg, n'est pas assuré d'avoir la totalité des voix de son groupe. « J'ai du mal à voir précisément, avoue-t-il. Je pense que, si nous arrivons à obtenir des mesures, ça devrait se passer à peu près correc-



Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, le 22 avril, à Matignon. JACKY NAEGELIN/REUTERS

tement. Si on n'y arrive pas, ce sera plus difficile. Le gouvernement aurait pu s'y prendre mieux : gel des retraites, des salaires des fonctionnaires, qu'il n'y ait pas de distinction, ce n'est pas normal. » Il a demandé que le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Eckert, vienne à la réunion du groupe RRDP mardi matin, avant le débat et le vote de l'après-midi, tandis que Manuel Valls et le ministre des finances Michel Sapin seront devant le groupe socialiste.

Les écologistes ont, eux aussi, décidé de durcir le ton. Ils devraient se partager, mardi, entre l'abstention et le vote contre. Dans un mail interne envoyé aux membres du conseil fédéral d'Europe Ecologie - Les Verts, mercredi 23, le coprésident du groupe, François de Rugy, indique que, à titre personnel, il « penche pour un vote contre ». Cetanant de la ligne réformatrice à EELV, qui avait voté la confiance au gouvernement le 8 avril, précise que, si ses collègues décidaient de s'abstenir, il se rangerait à la position majoritaire.

Quant aux communistes, leur opposition est résolue. « Le malaise

dans la majorité présidentielle est manifestement profond, observe Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, dans un entretien à *L'Humanité*. Je prends au sérieux la colère de ces élus. C'est pourquoi je leur dis : travaillons ensemble à des solutions de gauche à la crise sociale, économique et politique, et nous ne pouvons le faire qu'en tournant le dos aux choix actuels. »

Le gouvernement devra-t-il alors compter sur les voix d'une

Santé : M^{me} Touraine détaille 10 milliards d'économies

Dans un entretien aux *Echos*, la ministre de la santé Marisol Touraine a précisé vendredi 25 avril les 10 milliards d'euros d'économies qu'elle compte demander à l'assurance-maladie, dans le cadre du pacte de responsabilité. La hausse des dépenses de santé sera contenue progressivement, à 2,1 % en 2015, 2 % en 2016 et 1,9 % en 2017. « C'est un effort sans précédent », assure la ministre. 3,5 milliards seront économisés sur les prix des médicaments et en favorisant les génériques ». Les hôpitaux seront mis à

partie de la droite ? L'UMP, à quelques rares exceptions, n'a nullement l'intention de voler au secours d'« une ambulance qui file droit dans le mur », selon son président, Jean-François Copé. L'UDI, en revanche, réserve sa position, qui sera arrêtée mardi. « Sur le volet dépenses publiques, même s'il y a quelques doutes, la volonté est là, note le président du groupe, Philippe Vigier. C'est une direction qui s'inscrit dans le droit-fil de ce

contribution, à hauteur de 2 milliards d'euros : « Ils devront en particulier mieux gérer et mutualiser leurs achats. » 2,5 milliards d'euros seront économisés en évitant « les actes inutiles ou redondants et la consommation de médicaments inadaptée ». Enfin, la coopération ville-hôpital sera renforcée et les interventions en ambulatoire, qui permettent au patient de sortir le jour même de l'hôpital, seront développées. Le reste des économies proviendra de « mesures de lutte contre la fraude ».

qu'ont défendu les centristes. » Les réserves, de ce côté, sont maigres.

Ne reste, pour les responsables socialistes, qu'à tordre le bras à la majorité. « Quand on est un groupe et quand on est dans la majorité, on assume, a prévenu Bruno Le Roux, le président du groupe socialiste. Il n'y aura pas de vote qui soit sans conséquence. Le vote de mardi est un vote de responsabilité. Dans les moments qui réclament du courage pour notre pays, j'attends que la majorité se rassemble. »

Exceptionnellement, le bureau national (BN) du PS se réunira lundi soir pour arrêter « une position solennelle ». Toutes les mesures d'aménagement proposées par le gouvernement devraient être annoncées lundi. « Il y aura un vote solennel du BN, a annoncé Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, qui se rendra mardi devant le groupe socialiste. Nous demanderons à ce que l'ensemble des parlementaires respectent la décision du BN. Et j'ai confiance, je pense que, très très largement, cela sera entendu. » L'avertissement est clair. ■

PATRICK ROGER

« Voter contre le programme du gouvernement reviendrait à voter contre mes propres convictions »

Questions à... Jérôme Chartier, député UMP et membre de la commission des finances

JÉRÔME CHARTIER, député UMP et membre de la commission des finances de l'Assemblée, est un des plus proches collaborateurs de François Fillon. Il a été porte-parole de l'UMP sur le budget de l'Etat de 2007 à 2012.

Allez-vous rejeter le programme de stabilité du gouvernement, lors du vote prévu le 29 avril à l'Assemblée nationale ?

« Non, j'ai pris la décision de m'abstenir. Ce programme de stabilité exprime l'intention d'un gouvernement et une trajectoire pour mon pays. Celle qui est choisie par le premier ministre fait reposer un retour vers l'équilibre budgétaire sur une baisse de la dépense publique et une baisse des impôts des entreprises. »

Même si je la souhaiterais plus vigoureuse, c'est une orientation que je défends. Elle est d'ailleurs similaire à celle qui avait été proposée dans le programme de rigueur présenté par François Fillon et Nicolas Sarkozy en novembre 2011. Voter contre le

programme du gouvernement reviendrait à voter contre mes propres convictions. Je l'ai fait par le passé. J'ai eu tort et ne veux désormais plus agir ainsi.

Pourquoi n'allez-vous pas jusqu'à approuver le plan d'économies gouvernemental ?

Pour une raison simple : si la volonté de baisser la dépense publique et les impôts est claire, les prévisions de croissance du gouvernement pour 2016 et 2017 – établies à 2,25 % – sont fantaisistes. Or, sur ces prévisions reposent l'estimation des recettes fiscales permettant le retour vers l'équilibre. Voter pour le programme de stabilité reviendrait à cautionner ces hypothèses.

Je comprends que les socialistes raisonnent encore à l'ancienne, comme j'ai pu le faire, et sont victimes de la consigne de vote. Mais à leur place, je ne cautionnerai pas de telles perspectives de croissance. En somme, voter pour le programme de stabilité ne me paraît pas raisonnable mais s'abstenir me semble responsable.

Saluez-vous le tournant libéral pris par l'exécutif ?

Le discours de Manuel Valls a changé par rapport à celui de son prédécesseur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la gauche du groupe socialiste à l'Assemblée a tant d'états d'âmes. Il lui appartient maintenant de passer des intentions aux actes.

« Je ne cautionne pas les prévisions de croissance pour 2016 et 2017. En somme, m'abstenir me semble responsable »

Nous verrons au moment décisif, lorsque le gouvernement fera voter les mesures du pacte de stabilité à l'Assemblée. Pour l'instant, j'observe que cette majorité n'a tenu aucune promesse budgétaire depuis deux ans. Ou alors une seule, pour augmenter les effectifs de l'éducation nationale.

Quelle est la nature du changement de politique du gouvernement ?

On pourrait croire au fameux virage social-démocrate qui est surtout médiatique. Je pense plus simplement que le président a compris qu'il était au pied du mur financier. La France reste le plus gros emprunteur en Europe : près de 175 milliards d'euros en 2013. En 2015, cette somme va s'élever à 230 milliards, ce qui représente un tiers d'emprunt en plus, et près de 2,5 fois le déficit annuel du budget.

Pour trouver des prêteurs avec des taux d'intérêts bas, il faut une trajectoire des finances publiques irréprochable. Et pour espérer un taux de croissance et ses recettes fiscales, il faut des entreprises qui créent de la valeur et donc qui paient moins d'impôts. Si l'exécutif n'avait pas acté ce tournant, la France se serait retrouvée confrontée à une hausse drastique de ses taux d'intérêts, ce qui annihilerait toute économie budgétaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE LEMARIÉ

TRECA PARIS

INFINITE
LA PERFECTION DANS CHAQUE DÉTAIL

En exclusivité à l'Espace Topper

Canapés, literie, mobilier : 3 000 M² D'ENVIES !

Espace Topper
A Paris depuis 1926

www.topper.fr
7J/7 • M^o BOUCICAUT • P. GRATUIT
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobilier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Quatre policiers en garde à vue à Paris, soupçonnés d'un viol au siège de la PJ

Une Canadienne a porté plainte contre les fonctionnaires de l'« antigang ». L'IGPN est saisie

Quatre policiers parisiens étaient en garde à vue, vendredi 25 avril au matin, dans le cadre d'une enquête sur un viol présumé commis dans les locaux du 36, quai des Orfèvres, le siège de la police judiciaire parisienne. Les quatre fonctionnaires, deux gardiens de la paix et deux officiers, sont affectés à la brigade de recherche et d'intervention (BRI), l'« antigang », prestigieuse unité chargée des filatures et des interpellations complexes et sensibles.

Les faits se sont produits dans la nuit du mardi 22 avril au mercredi 23 avril. Des policiers prennent un verre dans un pub irlandais situé sur l'autre rive de la Seine, quai des Grands-Augustins, juste en face du siège de la PJ. Ils sympathisent avec une Canadienne, âgée de 34 ans. L'ambiance est festive et alcoolisée – rien d'inhabituel dans un pub. Selon les premiers éléments de l'enquête, deux d'entre eux auraient proposé à la jeune femme – dont le père est policier au Canada – de lui faire visiter le « 36 ».

Ils traversent alors la Seine, et les témoins qui les voient passer – la PJ parisienne est évidemment gardée jour et nuit – constatent que la jeune fille entre « guillerette et joyeuse » dans le bâtiment, selon une source judiciaire. Bien loin de son état quelques heures plus tard, où, toujours selon une source judiciaire, le planton voit sortir une femme « en pleurs, choquée et sidérée ». Elle lui indique qu'elle a été violée et qu'elle souhaite porter plainte.

Elle est alors escortée jusqu'au commissariat du 4^e arrondissement, où elle est entendue et dépose immédiatement plainte. Une enquête est ouverte et confiée à l'Inspection générale de la police



Les faits auraient été commis au 36, quai des Orfèvres, siège de la police judiciaire parisienne. LUDOVIC/REA

nationale (IGPN, la « police des polices »). Les investigations permettent rapidement aux enquêteurs d'identifier les fonctionnaires en cause. Ils sont progressivement placés en garde à vue, dans l'après-midi du jeudi 24, dans les locaux de l'IGPN à Paris. Trois d'entre eux sont directement impliqués, un quatrième aurait, lui, simplement croisé la jeune femme après les faits, alors qu'il repassait au bureau, et lui aurait parlé.

Si plusieurs sources policières minimisent les faits, voire, comme souvent dans les affaires de viols, mettent en cause la personnalité de la victime déclarée, l'affaire est jugée « sérieuse » par le parquet de Paris. Les premiers examens médicaux témoignent bien d'un ou plusieurs rapports

sexuels, et d'une légère blessure compatible avec un rapport non consenti. Des prélèvements ADN ont été effectués et des rapprochements vont désormais être conduits. Les enquêteurs de l'IGPN vont également confronter les différentes versions, et examiner les images de la vidéosurveillance du « 36 », dont les accès sont bien sûr filmés.

« Sanctions »

La garde à vue des quatre suspects devrait être prolongée de vingt-quatre heures, vendredi. Elle peut durer jusqu'à samedi après-midi et devrait conduire à l'ouverture d'une information judiciaire confiée à un juge d'instruction. D'éventuels faits de viols en réunion sont passibles de la

cour d'assises. L'avocate de deux des policiers, M^e Anne-Laure Compoint, jointe par l'AFP, a refusé de commenter les faits. « Je trouve intolérables ces violations du secret de l'enquête », a-t-elle déclaré.

Du côté de la Préfecture de police, on indique qu'une enquête administrative va également être ouverte. « Je prendrais toutes les sanctions s'imposant, dans ma responsabilité de ministre de l'intérieur, si les faits étaient établis », a assuré vendredi le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, lors d'une allocution à l'hôtel de police de Marseille. « Je souhaite que la justice et l'inspection générale de la police aillent au terme de ces investigations pour que la vérité soit faite », a-t-il affirmé. ■

LAURENT BORREDON

Débat sur les soins aux enfants incapables de se nourrir

Des parents veulent populariser une méthode autrichienne de sevrage de l'alimentation par sonde

À téléphone, Alexandra Germain crie presque de joie : « Le stage devrait avoir lieu ! » La jeune femme de 28 ans est la cheville ouvrière, à Mayenne, de Bébé sans fil, une association qui veut faire connaître un trouble infantile rare : la dépendance à l'alimentation artificielle par sonde. Elle touche des enfants qui, à un moment donné incapables de s'alimenter par la bouche, se sont vu poser une sonde et ne peuvent plus s'en passer. Sur tout, Bébé sans fil organise du 28 avril au 9 mai un stage de sevrage en Mayenne avec une équipe autrichienne spécialisée, Notube, qui a pour objectif de traiter quinze enfants de 1 à 16 ans.

Mais, depuis le 11 avril, familles et organisateurs étaient suspendus à une possible annulation. Ce jour-là, le directeur du Centre hospitalier du nord-Mayenne, Frédéric Marie, reçoit un courrier de l'Agence régionale de santé (ARS) des Pays de la Loire, lui demandant de ne pas accueillir Notube dans son établissement.

Principal motif : les thérapeutes autrichiens, Marguerite Dunitz-Scheer et Peter Scheer, ne sont pas inscrits à l'ordre des médecins français. « Les faits pourraient être constitutifs d'un exercice illégal de la médecine », prévient l'ARS.

Un feu vert de l'ordre des médecins devrait lever cet obstacle. Mais pour expliquer les interrogations initiales de l'ARS, François Grimonprez, son directeur adjoint, évoque aussi une « technique innovante et a priori peu pratiquée en France ». Notube est une équipe d'une dizaine de personnes de la clinique universitaire pour enfants de Graz, dans le sud-est de l'Autriche. Elle se félicite d'avoir sevré depuis vingt ans environ 1 600 patients, pour la plupart âgés de moins de 3 ans.

Le traitement, individualisé, consiste à diminuer l'alimentation par sonde, afin de permettre au patient de ressentir la faim, puis à familiariser les enfants avec la nourriture pour les inciter à s'alimenter par la bouche. Notube propose une thérapie en ambulatoire

qui coûte 8 500 euros (de 14 000 à 16 000 euros en séjour hospitalier). Des parents français ont créé des associations pour financer le séjour de trois semaines en Autriche ou la participation au stage français. Des maternelles et des caisses primaires d'assurance-maladie ont validé ces soins à l'étranger. Et la Maison des personnes handicapées du Lot a décidé de payer le traitement d'une petite fille inscrite au stage mayennais.

Moyens « très adaptés »

Faut-il voir dans la popularité croissante de Notube le signe d'une carence dans la prise en charge en France ? Pas si simple. Les soins prodigués par Notube « n'ont rien de révolutionnaire par rapport à ce qu'on fait habituellement », selon Patrick Tounian, le chef du service de nutrition et de gastro-entérologie pédiatrique de l'hôpital Trousseau, à Paris. Il explique les réussites de l'équipe autrichienne par un surcroît d'« empathie » : « Il faut écouter les parents, y passer du temps, donner de petits

conseils qui rassurent... On le fait peut-être mal, ou pas assez, et les Autrichiens y parviennent. »

Véronique Abadie, la chef du service de pédiatrie générale de l'hôpital Necker, à Paris, a assisté au premier stage de Notube à Mayenne, en 2013. Elle reconnaît un « ensemble d'éléments de prise en charge de qualité », mais juge, elle aussi, que « ce n'est pas la méthode, mais les moyens qui sont très adaptés ». Néanmoins, nuance-t-elle, « la stratégie peut manquer d'encadrement par un somaticien qui connaît l'enfant et son histoire ».

Les parents exténués par des parcours de santé très lourds, eux, disent leur lassitude de la sonde branchée « six heures par jour », des consultations en série. Certains de leurs médecins ont approuvé leur recours à Notube, d'autres non. Eux n'ont qu'une préoccupation : que leur enfant soit soigné, et ils sont prêts pour cela, comme le constate le professeur Tounian, à « faire le tour du monde ». ■

JULIEN LEMAIGNEN

Marseille : la justice administrative remet en cause le « fini-parti »

La mairie et le syndicat FO des éboueurs ont six mois pour modifier ce règlement

La Cour administrative d'appel a demandé, vendredi 25 avril, à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) d'abroger un point ultracontroversé du règlement intérieur de sa direction de la propreté urbaine : celui relatif au « fini-parti », une organisation du travail qui permet aux agents de collecter des ordures de quitter leur poste une fois qu'ils estiment leur tâche effectuée.

Dans son arrêt, la cour considère que la pratique du « fini-parti » est susceptible d'avoir une influence sur la qualité du service rendu et que la décision l'instituant aurait dû, lors de son inscription dans le règlement intérieur de MPM en 2007, « être soumise au vote » de la communauté urbaine, ce qui n'a pas été fait. La cour donne six mois au nouveau président de la communauté urbaine, l'UMP Guy Teissier, pour réparer cette « illégalité ».

Est-ce pour autant la fin du « fini-parti » à Marseille ? Le sujet enflamme les esprits dans une ville exaspérée par son problème de propreté. Pendant la dernière campagne municipale, la gauche comme le FN ont demandé sa suppression. Chacun y voyant une des causes de la saleté des rues et un symbole de la « cogestion de Marseille par le syndicat majoritaire, Force ouvrière ». « Le problème, ce n'est pas le « fini-parti », c'est le contrôle », ont rétorqué alors le maire, Jean-Claude Gaudin, et l'UMP, maniant un argument massue : le PS, bien qu'aux affaires à la communauté urbaine depuis 2008, n'a pas souhaité supprimer cette organisation du travail.

Chez MPM, on rappelle que ce n'est pas le « fini-parti » qui a « été déclaré illégal » par la cour administrative d'appel, mais « l'absence de vote ». « C'est un faux problème, pourquoi ne partirait-on pas si le travail est fini ? », demande M. Teissier. Dans son discours d'intronisation, conscient de l'enjeu politique, il a annoncé vouloir établir « un nouveau contrat local de propreté, conforme aux règles de droit ». Une de ses premières sorties officielles, le 17 avril, a été pour les équipes de collecte des ordures. Une rencontre encadrée par les leaders de FO, avec qui le dialogue semble au beau fixe. Pendant la campagne, le syndicat majoritaire à la ville et à la communauté urbaine a poussé son soutien jusqu'à décerner une carte de « membre d'honneur » à M. Gaudin.

Devant les agents, Guy Teissier a rappelé qu'il n'avait rien « contre le « fini-parti » » mais qu'il n'était plus possible que « des hommes travaillent plus que d'autres ». En 2007, un rapport de la chambre régionale des comptes évoquait, pour une majorité des tournées de collecte des ordures à Marseille, « un temps de travail équivalent à la moitié du temps de travail légal, soit 3h30 environ ».

« Aujourd'hui, la moyenne est plutôt de cinq heures dans le cadre d'une journée continue, assure Patrick Rué, secrétaire général FO-territoriaux, qui représente

60 % des 3 500 agents de MPM. Mettre en place un temps de travail placher est une possibilité. Ce qui se négociera, c'est le contexte global. Aujourd'hui, soit Guy Teissier suit à la lettre cette décision de justice et décide de ne plus appliquer le « fini-parti ». Soit il prépare un nouveau texte pour le présenter au conseil communautaire... Je crois plutôt à cette seconde solution. »

Le « fini-parti » n'est pas l'apanage des éboueurs marseillais. Cet usage a cours dans de nombreuses autres collectivités pour l'enlèvement des ordures ménagères, explique Jacques Péliassard, président de l'Association des maires de France. Mais la Caisse nationale d'assurance-maladie a recommandé, en 2008, de mettre « tout en œuvre pour supprimer [cette] pratique accidentogène ».

Lorsqu'ils sont soumis au « fini-parti », les agents ont, en effet, tendance à rouler un peu trop vite et à exécuter des gestes trop brusques. Ils s'exposent, du même coup, à divers risques : accidents de la circulation, troubles musculo-squelettiques... « Cela pose des problèmes de santé au travail et de qualité de service », pointe Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des communautés de France. Des collectivités ont donc cherché à sortir de ce mode d'organisation du travail. Ce fut notamment le cas de l'agglomération de Perpignan en 2012.

Cette organisation du travail permet aux agents de collecter des ordures de quitter leur poste une fois qu'ils estiment leur tâche effectuée

Mais l'abandon du « fini-parti » n'est pas évident à faire accepter. Bon nombre d'agents y sont attachés car il laisse un peu plus de temps libre et leur permet de cumuler une autre activité, pas toujours déclarée, souligne un maire.

Certains élus optent pour le maintien du « fini-parti » mais en le « canalisant », grâce notamment à la mise en place de la géolocalisation, explique M. Péliassard. Avec un tel dispositif, on sait en temps réel où se trouvent les camions, à quelle vitesse ils circulent, complète Hubert Martin, directeur d'un syndicat mixte qui coiffe plusieurs collectivités chargées de la collecte des ordures ménagères dans le Jura. Au début, les salariés concernés le vivent parfois comme une intrusion et une marque de défiance, mais à la longue, « je crois qu'ils finissent par y voir les avantages », ajoute M. Martin. « Cela les amène à assurer leur tournée sans courir. » Le « « fini-parti » peut être un bon système s'il est bien encadré », conclut Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce, une association regroupant collectivités et entreprises sur les questions des déchets. ■

BERTRAND BISSUEL ET GILLES ROF (À MARSEILLE)

LE GRAND RENDEZ-VOUS

Europe 1

Le Monde

TELE

DIMANCHE DE 10H À 11H

EN DIRECT SUR EUROPE 1 ET i>TÉLÉ

ALEXANDRE KARA, JEAN-JÉRÔME BERTOLUS ET ARNAUD LEPARMENTIER REÇOIVENT

JEAN-CLAUDE MAILLY

Raz de marée hollandais sur les dance floors

Ils s'appellent Hardwell, Showtek, Armin Van Buuren... L'électro néerlandaise triomphe en clubs et sur les ondes

Enquête

Vous l'ignoriez peut-être, mais il est un nouvel indice de notoriété pour les musiciens, aussi – sinon plus – important que les disques vendus : c'est le nombre de fois où les auditeurs d'un morceau diffusé dans leur environnement immédiat (radio, télé...) ont actionné sur leur smartphone l'application Shazam, qui permet de connaître son nom et son auteur. Avec ce drôle de barbarisme qu'on entendra ici ou là : « *Ouh la la, oui, lui, il a été énormément shazamé !* »

Des pulsations qui vous rincent aisselles, tripes et oreilles, une imagerie très popu-Ibiza

Or, depuis un an sur la FM – celle, notamment, qui diffuse de l'électro, comme Fun Radio ou Radio FG –, les Hollandais caracolent en tête des artistes les plus « shazamés ». Ils s'appellent Hardwell – n° 1 dans le top 100 de *DJ mag*, la référence en la matière –, Armin Van Buuren, Tiësto... Ils sont jeunes mais sans cesse déifiés par de plus jeunes encore. Sur les radios françaises, cette année, deux noms ont été ainsi plébiscités : Martin Garrix, 17 ans, et Showtek, un tandem de frangins grandis à l'ombre de Tiësto.

« *Le shazam n'est pas un achat, c'est une intention d'achat, de disque, de place de concert...* », expliquent les programmeurs. Et en électro, où ce n'est pas la vente de disques qui fait les choux gras des musiciens mais les passages sur les ondes ou les prestations scéniques, la question est primordiale. Depuis 2009-2010, les cachets des DJ stars se sont envolés. Là où ils étaient payés quelques milliers de francs pour un set, leurs tarifs vont aujourd'hui de 10 000 à 300 000 euros, murmure du bout des lèvres la Hollandaise Anna Knaup, manageuse de Hardwell et de dix autres DJ stars.

L'unique Français à se ranger au top du palmarès, David Guetta, a ainsi gagné 30 millions d'euros entre août 2012 et août 2013, selon le magazine *Forbes*, qui a publié en 2013 un nouveau classement : celui des DJ les mieux payés au monde.

Le duo Showtek, qui a joué une heure lors de la soirée annuelle de



Wouter Janssen (à droite) et son frère cadet, Sjoerd, qui composent le groupe Showtek, au Festival de Coachella, en Californie, le 20 avril. FRAZIER HARRISON/GETTY/AFP

Radio FG au Grand Palais, le 3 avril, aurait ainsi touché quelque 40 000 euros. Le conditionnel est de mise tant tout cela est tenu soigneusement secret. « *Il y a encore dix ans, on jouait dans des usines ou dans des ruines...* », s'amuse Wouter, l'aîné des deux frères Janssen, qui composent le groupe Showtek. 1,90 m, blond, souriant, le genre champion de basket, flanqué de son cadet, Sjoerd – cinq centimètres de moins.

« *L'électro, on est nés dedans. Dès les années 1990, il n'y avait que ça à la radio. A 11 ans, Sjoerd jouait du piano, et moi je l'enregistrais et je déformais les sons. Aujourd'hui, toutes les majors s'intéressent à nous, même si on a choisi de garder notre propre label.* » Désormais, il faut passer un rideau d'agents, d'attachés de presse, de managers, de tourneurs pour accéder à leur loge. « *Un management à la Madonna. Plus ils sont entourés de mystère, mieux c'est pour la légende et pour leur valeur...* », indique un producteur.

Les deux lascars ont l'air de gamins en goguette. Ce soir-là au Grand Palais, les sets de grands noms européens de la trance se succèdent sur scène devant 6 000 personnes. Il est minuit déjà sonné et dans une demi-heure, c'est à leur tour. Ils ont débarqué il y a deux heures à peine d'Autriche, où ils jouaient sur un autre généreux plateau. Le matin encore, ils étaient à Amsterdam. Des tournées de rock star. Des attitudes de rock star. Pas étonnant que David Guetta ait enregistré un morceau avec eux pour les radios : la notoriété appelle la notoriété.

« *C'est un monde à la fois ultra-concurrentiel et tout à fait solidaire*, souligne Thomas Ginon, qui organise ce genre d'événements avec sa société, Kronos. *Parce qu'un DJ va forcément mixer les morceaux des autres et leurs "tracks" seront de même joués par les autres DJ. C'est le principe de base...* » « *Avec David Guetta, c'est différent, on est très amis, et depuis longtemps* », rectifie Sjoerd Janssen.

On appelle cela l'électro dance music. L'EDM. C'est le modèle économique-musical du moment. « *Écoutez le Cannonball de Showtek, le Spaceman d'Hardwell, le Animals de Martin Garrix : ce sont des morceaux "up tempo", c'est soutenu, couillu. Ces gamins sont en train de devenir un phénomène*, constate Antoine Baduel, le patron de Radio FG. *Il suffit d'écouter Beatport, le iTunes des DJ, ou de regarder le Top 100 de DJ mag : c'est dutchissime !* »

Des pulsations qui vous rincent aisselles, tripes et oreilles, une imagerie très popu-Ibiza sur base de filles sexy, de champagne showers et de piscines à bulles : c'est plouc et réjouissant. Et ça marche. Un coup d'œil aux programmes de tournées planétaires de n'importe lequel de ces Hollandais à la gueule d'ange achèvera de vous en persuader. Déjà, dans les années 1980, les Pays-Bas s'étaient distingués avec le mouvement gabber de Rotterdam (auquel le Point éphémère, à Paris, consacre une exposi-

tion du 1^{er} au 13 mai). Mais il s'agissait là d'un mouvement underground, plus proche d'une punkitude skin que de la trance qui va envahir le pays à la fin des années 1990. La techno « hardstyle » qui fleurit aujourd'hui est née de celle-ci, matinée d'influences dirty Dutch ou jump style, ces mouvements plus agressifs ou pop qui traversèrent le pays à la fin des années 1990.

Le 26 avril, cette nouvelle génération – Armin van Buuren, Martin Garrix, Showtek, Sunnery James & Ryan Marciano, W & W... – sera réunie au Kingsland Festival, à Amsterdam. Préparez vos déos, foule compacte annoncée. Il n'y manquera guère que Hardwell, en transit ce jour-là entre Bologne et Las Vegas, où les cachets faramineux des clubs font de l'ombre aux légendaires Baléares. Car si les Hollandais tiennent le podium, les États-Unis sont désormais le premier marché de l'EDM.

Bob Sillerman ne s'y est pas trompé. A 64 ans, « *l'homme qui a*

amené Wall Street au rock business », comme l'écrit le *New York Times*, a décidé de refaire le coup avec l'électronic dance music. Dans les années 1990, sa société, SFX, avait en effet racheté la grande majorité des organisateurs de concerts pour en faire un immense consortium : Live Nation, n° 1 mondial du secteur.

Vingt ans plus tard, Bob Sillerman applique le même procédé à l'électro en rachetant une cinquantaine de producteurs, parmi lesquels le célèbre ID&T, label néerlandais, et surtout l'un des plus importants organisateurs d'événements hardstyle. En 2013, le magnat a également mis la main sur Beatport, le site de vente en ligne de musique qui sert de référence aux DJ. Pour son opération, Bob Sillerman a repris le nom de son ancienne société, SFX. Investissement total annoncé ? Un milliard de dollars (724 millions d'euros). Vous transpirez ? C'est normal, c'est le rythme. ■

LAURENT CARPENTIER

Didier Ruiz : « Les vieux ont des choses à nous dire, en toute liberté »

Le metteur en scène réunit des personnes de plus 70 ans dans « Dale Recuerdos (Je pense à vous) »

Entretien

Depuis 1999, Didier Ruiz mène un projet singulier, *Dale Recuerdos (Je pense à vous)*. Il réunit des hommes et des femmes de plus de 70 ans, qui viennent en scène raconter leur histoire. En quinze ans, l'expérience a été menée 26 fois dans des villes différentes, en France, mais aussi en Russie (Moscou), au Chili (Santiago) et en Guinée équatoriale (Malabo). En ce moment, *Dale Recuerdos* est l'invité du Théâtre de la Bastille, à Paris. En 2015, le spectacle devrait passer par le Festival d'Avignon, où Didier Ruiz présentera cet été 2014 comme possible, un travail non pas sur la mémoire, mais sur le présent, vu par des adolescents de la ville. **Pourquoi travaillez-vous avec des gens âgés ?**

J'ai commencé par être comédien. A un moment donné, j'ai éprouvé le besoin de changer les codes d'écoute entre les specta-

teurs et les acteurs. J'ai alors arrêté de jouer et j'ai glissé vers la mise en scène. J'ai pensé que ce serait bien de faire quelque chose avec des vieux, parce qu'ils ont des choses à nous dire, en toute liberté, et qu'ils peuvent nous aider à affronter l'âge et la mort qui nous attendent.

Des « vieux » ? On n'emploie plus guère cet adjectif, considéré comme péjoratif...

Pour moi, il ne l'est pas du tout. Il y a des petits et des grands, des jeunes et des vieux. J'étais jeune, j'ai 52 ans, je suis en train de devenir vieux. C'est comme ça, tout simplement.

Comment choisissez-vous ceux qui participent à « Dale Recuerdos (Je pense à vous) » ?

De la même manière, à chaque fois. La structure qui m'accueille passe une petite annonce, qui n'a pas changé depuis la première édition en 1999 : « *Metteur en scène cherche hommes et femmes de plus de 70 ans pour travail profes-*

sionnel sur la mémoire. » Cette annonce est publiée dans des journaux, ou affichée chez des commerçants. A Moscou, l'information avait beaucoup circulé par le bouche-à-oreille. Là, au Théâtre de la Bastille, un homme est venu parce qu'il avait vu l'annonce chez l'épicière. Où que ce soit, tous ceux qui viennent commencent par me dire la même chose : « *Je suis sûr (e) que je ne vais pas vous intéresser. Je ne suis pas acteur.* » Je leur réponds que c'est justement ça qui m'intéresse. Je ne veux ni des professionnels ni des amateurs.

Pourquoi ?

Parce que mon projet réclame des innocents, c'est-à-dire des gens qui ne mesurent pas ce que peut produire leur présence sur scène.

Que se passe-t-il, quand vous les rencontrez ?

Je les vois les uns après les autres. Je prends un carnet de notes et un stylo, et je leur pose des questions, en face à face. Je

commence par leur demander s'ils se souviennent de la berceuse qu'on leur chantait, quand ils étaient enfants. Puis d'évoquer l'odeur qui les a marqués. Puis leur premier amour... D'une manière délibérée, ces questions ne font pas appel à l'intellect, mais à la mémoire sensible. Elles ne sont pas destinées à faire surgir le folklorique ou le sensationnel, elles appellent des réponses où l'on voit se croiser la petite et la grande histoire.

Qu'en gardez-vous ?

Ce qui m'a touché, parce que je pense que c'est cela qui risque de toucher les gens. Ensuite, je mets tous les participants sur le plateau, je les écoute, et j'écris une trame. Eux n'écrivent pas un mot, et c'est essentiel : il faut que leur parole sorte d'elle-même.

Les participants apportent aussi des objets, sur scène...

Oui. Avec l'âge, la valise de chaque personne rétrécit. Je le vois bien, pour moi. Je me sépare de

plus en plus de choses dont je pensais ne pas pouvoir me passer. A la fin, qu'est-ce qui reste ? Quelques objets auxquels on tient. Sur scène, chacun vient en présenter un. Chacun apporte aussi une photo, sur laquelle il apparaît, ou pas. Comme l'objet, cette photo est une goutte d'huile essentielle dans l'histoire d'une vie. On ne sait pas qui est photographié, ni ce qu'il y a derrière l'objet. J'aime cette idée de jouer avec l'invisible.

Est-ce pour cette raison que vous ne voulez pas que les représentations soient filmées ?

Oui. En revanche, depuis le début de *Dale Recuerdos*, Bruno Vallet prend des photos. Ce suivi est très important, parce qu'il est lié à la trace, qui elle-même est intimement liée au projet.

Pourquoi n'y a-t-il que quatre ou cinq représentations, à chaque fois ?

S'il y en avait plus, les hommes et les femmes risqueraient de devenir des cabots, et il n'y aurait

rien de pire. Il faut qu'ils restent dans la grâce de l'innocence. C'est pour cela aussi que je travaille vite : quatre heures pour chaque rencontre individuelle, et seize, en tout, sur le plateau. Sinon, on se répéterait.

Qu'est-ce qui a changé, en quinze ans ?

On a changé d'époque, et les souvenirs des participants ne sont plus tout à fait les mêmes. Mais c'est surtout moi qui ai changé. J'ai acquis assez de confiance pour demander aux vieux, par exemple, s'ils ont peur de mourir. Et ils me répondent très facilement. Peut-être que j'ai grandi. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BRIGITTE SALINO

Dale Recuerdos (Je pense à vous) XXVI, projet de Didier Ruiz. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél. : 01-43-57-42-14. Dimanche 27 avril à 17 heures. Lundi 28, mardi 29 et mercredi 30 à 20 heures. De 14 € à 24 €. Durée : 1 h 15.

Richard Hamilton, papa du pop

A Londres, une rétrospective de l'artiste britannique qui a dressé l'inventaire acide de son temps

Arts

Londres

De l'artiste britannique Richard Hamilton (1922-2011), une œuvre, une seule, toujours la même, est citée dans les livres d'histoire. Ce collage de 1956 a pour titre *Just What Is It That Makes Today's Homes So Different, So Appealing?* (« Au fait, qu'est-ce qui rend les foyers d'aujourd'hui si différents, si attirants ? ») Quoique de petit format, il accumule les signes de ce qui est alors moderne, télévision et magnétophone, cinéma et salon de beauté. Un athlète bodybuildé en slip blanc fait le beau devant une dame nue qui admire ses seins pendant qu'une autre passe l'aspirateur. L'éphèbe a sous le bras une sucette dont l'emballage porte le mot « pop » en capitales. Aussi tient-on ce collage pour l'une des plus précoces et l'une des plus complètes images du pop art. Hamilton a été l'un de ses promoteurs à Londres, en même temps que Peter Blake et avant David Hockney, en dépit de leur actuelle différence de notoriété.

La rétrospective qui se tient à la Tate Modern un peu plus de deux ans après sa mort devrait rétablir quelque peu l'équilibre. Elle montre combien Hamilton est ironique, irrespectueux, sacrilège – des qualités qu'Hockney a perdues au fil du temps. Elle rappelle aussi que cet artiste n'a pas hésité à se faire historien d'art et à mettre ses moyens au service d'un autre. C'est à Hamilton que la Tate, qui s'appelait alors Tate Gallery, dut d'être le premier musée européen à consacrer une rétrospective à Marcel Duchamp, en 1966. A Paris, ce ne fut que onze ans plus tard, après la mort de Duchamp.

Pour l'occasion, Hamilton, d'abord son correspondant et son traducteur, réalise une copie grandeur nature du *Grand Verre*, qui ne peut être déplacé depuis le musée de Philadelphie en raison de sa fragilité. Jusque dans les années 1990, bien des œuvres d'Hamilton rendent implicitement ou explicitement hommage à celui dont il a découvert l'existence en 1948, en un temps où Duchamp n'est guère connu que de sa famille et de ses amis.

Pourquoi en est-il si fortement



« Interior II » (1964), de Richard Hamilton. THE ESTATE OF RICHARD HAMILTON

frappé ? Parce qu'il voit aussitôt en lui « une main sensible », un « goût intensément personnel », « un esprit qui comprend à fond notre temps et l'exprime en formes plastiques subtiles ». On croirait un autoportrait, si ce n'est qu'Hamilton était trop adepte du doute et de l'autodérision pour se flatter de la sorte.

Il n'empêche, les ressemblances sont nettes. Il a lui aussi la passion du dessin d'ingénieur impeccable et des machines impossibles. Il comprend lui aussi profondément son temps et la société occidentale contemporaine. En 1956, le célèbre collage figure dans une exposition nommée « This Is Tomorrow ». Hamilton et deux architectes y élèvent la « Fun House » : lignes courbes, confort caressant, films hollywoodiens, un juke-box, un parfum de fraise et un micro. On se croirait dans le milk-bar où Stanley Kubrick fait commencer *Orange mécanique*, quinze ans après.

Hamilton pressent le monde à venir. Il procède à l'inventaire de ses produits et stéréotypes dans la décennie qui suit « This Is Tomorrow » : automobiles, sous-vêtements, électroménager. Il procède par collages, dessins elliptiques

rehaussés de peu de couleur, sériographies d'après photos, matériaux plastiques pris dans la réalité. Ce ne sont pas tout à fait des ready-made selon Duchamp, plutôt des prélèvements d'emblèmes, mais les deux artistes ont en commun le sens de l'ellipse, l'art de ne garder que le strict nécessaire comme si le temps avait déjà érodé les formes, évidé les objets, épuisé les signes.

Nombre de ses œuvres rendent hommage à Marcel Duchamp

Sans doute n'a-t-on pas vu qu'Hamilton était alors aussi intéressant que Jasper Johns, que le marché américain a placé au plus haut quand Hamilton ne bénéficiait pas du même phénomène d'entraînement. Ses variations sur les intérieurs, sa série sur Marilyn Monroe, celle qu'il consacre à Mick Jagger – *Swinging London* – en 1967, son irrésistible multiple *The Critic Laughs* et la publicité télévisée qui l'accompagne appartiennent au meilleur du pop.

Il ne s'adoucit pas ensuite. Dans ce qu'il appelle sa « période scatologique », il rend à Turner des hommages inattendus, peu conformes aux usages de la Royal Academy. Ce qu'il fait de l'image de Margaret Thatcher en 1984, comme ses toiles consacrées à l'IRA, aux orangistes et à la présence militaire britannique en Irlande du Nord, n'est guère plus de nature à lui attirer les bonnes grâces des autorités.

Un peu comme celle de Sigmar Polke en Allemagne au même moment, son œuvre tient désormais de plus en plus de la chronique politique et satirique avec le Moyen-Orient, les guerres du Golfe et le terrorisme pour sujets. Et c'est fait, jusqu'à la fin, avec la même complexité visuelle, la même distance railleuse, la même élégance très calculée qu'à ses débuts – toutes qualités d'un artiste véritablement duchampien, l'un des rares réellement dignes de ce titre. ■

PHILIPPE DAGEN

Richard Hamilton. Tate Modern, Southbank, Londres. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, vendredi et samedi jusqu'à 22 heures. Entrée : de 12,50 £ à 14,50 £ (de 15,20 € à 17,60 €). Jusqu'au 26 mai. Tate.org.uk

Les librairies à la recherche du lecteur perdu

Samedi 26 avril, 480 lieux indépendants participent à l'événement « Un livre, une rose »

Littérature

Esprit de Pâques », printemps ? C'est l'époque où chacun se damnerait pour une résurrection. Les artisans de la culture au premier chef. Après le Disquaire's Day samedi 19 avril – 2 000 magasins de disques mobilisés à travers le monde, 230 en France –, c'est au tour des libraires d'ouvrir grandes leurs portes ce samedi 26 avril, avec « Un livre, une rose ». Quelque 480 librairies indépendantes, en France et en Belgique, qui offrent des fleurs à leurs lecteurs, organisent des lectures, des rencontres, et accessoirement vendent des livres...

« Ces sont des métiers qui sont obligés de se prendre en main, de prendre la parole. De dire : ceci n'est pas un commerce comme les autres », clame la libraire Marie-Rose Guarniéri, qui fut à l'origine du projet et en reste la cheville ouvrière. « On a eu beaucoup de mal avec cette journée, parce qu'on a inversé l'ordre des choses dans le monde de l'édition : nous sommes considérés comme la fin de la chaîne, on n'a pas l'habitude de nous voir prendre l'initiative. Pourtant, sans nous, tout s'effondre. L'idée de cette journée, c'est ça : tordre le cou à l'idée du libraire qui ferme sa gueule, du curé bon Samaritain qui fait ça juste par dévotion. On est imparfait, agaçant, insistant, mais on défend chacun dans sa ville, dans son quartier, une vision, une politique culturelle. »

Problématique plus philosophique qu'économique, en somme. La crise a été ici bien moins violente que dans la musique. Si, en dix ans, le chiffre d'affaires de la librairie française a reculé de 8 %, en 2012, on a vendu 450 millions de livres et produit 65 000 nouveaux titres (trois fois plus que dans les années 1970).

Reste que les libraires constatent un décrochage depuis un an. « Même moi, je commence à le sentir... », s'inquiète Marie-Rose, dont la petite boutique profite pourtant d'une belle exposition à Montmartre : 700 000 euros de chiffre d'affaires, trois libraires, 13 000 références... Et trois petits présentoirs de paralbrique. « Oui, c'est bête, je crois que c'est sur les cartes postales à fourrure que je fais la plus grosse

marge... Mais pas le plus gros chiffre, hein ! », rit-elle.

Haute comme trois pommes et joyeuse comme trois pies, les cheveux noirs en pétard et de petites lunettes aux verres bleus, Marie-Rose Guarniéri semble sortie d'une boîte à musique branchée sur 300 000 volts. Outre la gestion de sa librairie, elle organise, chaque année depuis 1999, le prix Wepler (avec La Poste et le café du même nom) et, depuis 2001, « Un livre, une rose ».

Dans quatre-vingts pays

« L'idée m'a été soufflée par Etienne Roda-Gil », raconte-t-elle. Le chanteur d'origine catalane, qui venait alors de publier *Terminé* (Verticales, 2000), lui a parlé de la Sant Jordi, la fête des amoureux, à Barcelone, où il est de tradition pour les hommes d'offrir une rose et pour les femmes un livre : « C'était la seule journée, lui a-t-il dit, où, sous le franquisme, les intellectuels pouvaient s'exprimer sans se faire inquiéter. »

Séduite, Marie-Rose découvre dans la foulée que cette journée est célébrée dans plus de quatre-vingts pays, et qu'elle a même été déclarée par l'Unesco « Journée mondiale du livre et du droit d'auteur ». « Un livre, une rose » : treize ans plus tard, si on oublie les grandes surfaces culturelles et les papeteries-marchands de journaux, la plupart des librairies participent à ce « Libraire's Day » à la reconquête du lecteur perdu.

En effet, ni la crise économique ni la vente en ligne ne suffisent à expliquer le trou d'air, dit la libraire : « Il y a un absentéisme que je ne m'explique pas. » En interrogeant ce qu'elle appelle les gros lecteurs – qui achètent plus de quatre livres par mois –, elle s'est forgé une théorie : « Pour lire, il faut pouvoir se couper d'une réalité afin de pénétrer une autre. Or, on rentre chez soi le soir avec des mails auxquels il faut répondre, des textos... L'homme moderne est en permanence en lien avec les autres. Les gens sont saturés d'information, ils n'ont plus d'espace intérieur pour désirer. » Une rose pour retrouver le désir ? ■

L. C.

Unlivreunerose2013.tumblr.com

A Bourges, la hargne des Strypes, la fragilité de Maissiat, la fièvre de Jeanne Cherhal

Le festival berruyer a applaudi de jeunes Irlandais rock et provoc et deux chanteuses françaises à la fois vulnérables et assurées

Musique

Bourges

Envoyée spéciale

Pas de loups-garous à Bourges après minuit, mais des minots irlandais échevelés, The Strypes, qui rétablissent sans souci de chronologie la vérité du rock des années 1960 et 1970 en l'enveloppant de rythmiques plus complexes et d'accents heavy metal. Les petits doués jouent très bien, ils ont déjà compris tout ce qu'il fallait faire pour nourrir l'imaginerie rock : la jouer provoc, porter des lunettes noires, hurler dans un

harmonica, etc. Pour une fin de nuit au 22 Est, jeudi 24 avril, c'est vivifiant. On repense aux Hot Pants, ancêtre de la Mano Negra, reprenant Chuck Berry en 1985. Les Strypes savent la hargne, il leur reste à apprendre le frisson.

Dans le frisson, s'abrite l'éclat du noir. Maissiat porte un chapeau, noir, un costume veste pantalon, noir, une chemise, blanche. Binairre, lunaire. La chanteuse a les bras tatoués, d'étoiles ou autres, elle a les cheveux plaqués sous le feutre, elle est terriblement mince. Dans cette fragilité annoncée, elle installe des rideaux de pluie, chante des textes presque anachroniques

(« Votre cœur fait de pierre/Capricieux et rêveur à l'âché ») dans une époque qu'elle sent se déliter au fil de l'immatériel.

Chemins biaisés

En scène, Amandine Maissiat, née en 1982 à Lyon, joue les chansons de son album *Tropiques*, le deuxième qu'elle ait réalisé en solo, après un passage dans un groupe, Subway. Elle est au piano, qui lui sert de rempart, qu'elle effleure. A la basse, tout en muscles, la chanteuse Katel, qui a réalisé *Tropiques*. Passant par des chemins biaisés, elles trompent l'acoustique avec des boucles élec-

troniques qui évitent à Maissiat de se fissurer. Noir, c'est noir, mais il y a toujours l'espoir.

Jeanne Cherhal, inscrite au même programme de l'Auditorium jeudi dans l'après-midi, est tout de blanc vêtue, jusqu'aux talons aiguilles. Au fil du temps, elle a développé une assurance qui a impliqué un passage par son idole, Véronique Sanson. Jeanne Cherhal en est débarrassée, après avoir repris au 104, à Paris, l'intégralité de l'album *Amoureuse* (1972) et publié *Histoire de J*, en ce début d'année, d'inspiration « sansonesque » – si le vibrato n'est pas au programme, il y souffle une sensibilité

à fleur de peau. A Bourges, Cherhal est elle-même. Au piano, elle maîtrise, elle percuté, très technique. La chanteuse, née à Nantes en 1978, sait se protéger. Elle sait aussi décrire avec précision les maux dont une grande sensible peut souffrir. Elle fut solitaire, adolescente débordée d'ennui et de nuits « qui sombrent », comme décrit dans *Cinq ou six années*, extrait de l'album *Charade* (2010).

Cherhal n'en rajoute pas. Elle dit qu'elle a besoin d'un sentiment fort pour écrire une chanson et que c'est pour cela qu'elle n'en écrit pas beaucoup. Mais il est des faits et des actes qui l'insupportent, l'ho-

mophobie, par exemple, le viol, bien sûr. Elle est venue souvent à Bourges ; en 2010, elle avait participé au projet des Françaises (un concert commun avec Camille, Olivia Ruiz, La Grande Sophie, Emily Loizeau et Rosemary Standley).

Ensemble, elles ont composé une chanson, *Quand c'est non, c'est non*, pour combattre l'idée qu'il serait légitime pour un homme d'arriver vite à ses fins, et que « femme varie ». Jeanne Cherhal, qui voulait « canaliser sa colère », dit-elle, la monte en fièvre, piano frappé, percussions au galop, refrain crié. Les Strypes ont du boulot. ■

VÉRONIQUE MORTAIGNE



hajj

une exposition événement à l'Institut du monde arabe

le pèlerinage à La Mecque

jusqu'au 10 août 2014

Institut du monde arabe
1, rue des Fossés-St-Bernard 75005 Paris
01 40 51 38 38 • www.imarabe.org

INSTITUT DU MONDE ARABE

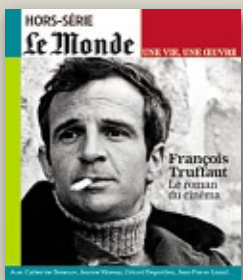
Partenaires : 



En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série

7 matières pour
réussir votre bac

Collections

Les petits
polarsActuellement en kiosque
le volume n°2 **CANNIBALES**
de Philip Le Roy, illustré par GöttingLe Monde HISTOIRE
& CIVILISATIONSDès jeudi 24 avril,
le volume n°14

ROME DOMINE LE MONDE

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde

80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes

Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance,
anniversaires de mariageAvis de décès,
remerciements, messes,
condoléances,
hommages,
anniversaires de décès,
souvenirsColloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,portes-ouvertes, forums,
journées d'études, congrès,
projections-débats,
nominations,
assemblées généralesSoutenances de mémoire,
thèses, HDR,
distinctions, félicitationsExpositions, vernissages,
signatures, dédicaces,
lectures,
communications diverses

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28
✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

*Comme le jour dépend
de l'innocence
le monde entier dépend
de tes yeux purs.*

Le 20 avril 2014.

Clara,

le monde s'ouvre à toi.

Décès

Le président
de l'université Paris-Sorbonne
Et l'ensemble de la communauté
universitaire,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur émérite
Luce BONNEROT,

survenu le 19 avril 2014.

Le groupe Capgemini,
Serge Kampf,
son fondateur et président d'honneur,
Paul Hermelin,
son président directeur général,
Les membres
du conseil d'administration
Et tous ses amis de Capgemini,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. José BOURBOULON,

survenue le dimanche 20 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.Personnage clé de la construction et du
développement de Capgemini, passionné
par la relation commerciale et animateur
enthousiaste des séminaires du Groupe,
José Bourboulon laisse une empreinte
profonde dans la mémoire collective de
Capgemini.Ses obsèques se sont déroulées
le vendredi 25 avril, à 15 h 30, à Lirac
(Gard).Zakia El Hachimi, née Messouak,
son épouse,
Izza et Jean-Yves El Hachimi-Brondel,
Brahim et Zoubida El Hachimi-
Mehaddi,
ses enfants,
Sarah, Sélène, Nourane et Zacharia,
ses petits-enfants,ont la profonde tristesse de faire part,
du décès survenu le 16 avril 2014,
à l'âge de soixante-treize ans, duprofesseur
Azzouz EL HACHIMI,
externe des Hôpitaux de Paris,
assistant de pathologie au CHU
La Pitié Salpêtrière, à Paris,
professeur et chef de service au CHU
Avicennes-Rabat.L'inhumation a eu lieu auprès
de sa famille, le mardi 22 avril, à Lyon.

La tristesse d'avoir perdu

Monique FORTIN,
contrôleur, vérificateur IGE/Milios,
permanente nationale UNSA/UPCASSE
depuis 2001,décédée sereinement et soudainement,
le 28 février 2014, à 3 h 30, à Lille,
ne doit pas nous faire oublier la chance
de l'avoir connue.Conservons d'elle son sourire,
son engagement et ses principes.Ses cendres reposent au columbarium
du cimetière de l'Est, à Lille, depuis
le 5 mars.Jean-Louis Bertinchamp,
Sa famille,
Ses ami(e)s,
Ses collègues,
Ses camarades.

Capbreton (Landes).

M^{me} Denise Goddet, née Langlois,
son épouse,
Françoise, Michèle, Élisabeth, Philippe,
Anne, Christophe, Mireille, Géraldine,
Laetitia, Sébastien, Florian, Antoine,
Corentin, Valentin, Marianne, Louise,
Youri, Chloé, Hadrien, Sara, Léo, Olivier,
Lylia, Loubna, Mathieu, Gabriel, Iléana,
Evan, Emmie,
ses enfants, ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,

font part du décès de

Jean GODDET,
ingénieur EDF retraité,
ancien élève de l'ENSEEIH,

survenu le 22 avril 2014.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église
Saint-Nicolas de Capbreton, le jeudi
24 avril.Bernard et Micheline Harlaut,
son frère et sa belle-sœur,
Olivier et Christine Flamant Harlaut,
Mathilde, Léa, Alice,
ses neveux et nièces,
Jamschid et Safoura Riazzi,ont la tristesse de faire part du décès,
survenu le mercredi 23 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-septième, année deClaude HARLAUT,
architecte DPLG,
enseignant à l'ENSBA Paris.La famille remercie chaleureusement
tous les membres de la Villa Saint-Romain
qui l'ont accompagné.La cérémonie religieuse aura lieu
le lundi 28 avril, à 10 heures, en l'église
Saint-François-Xavier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.Kataline Bailby
et son fils, Pierre-Alexandre,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Boris KHOMENKO,
artiste-peintre russe,survenu le vendredi 18 avril 2014,
à Paris.Une cérémonie religieuse a eu lieu
le vendredi 25 avril, à 11 heures, en
l'église orthodoxe, située au 91, rue Olivier
de Serres, Paris 15^e.

Paris.

MM. Yvon, Raymond, Gérard, Francis
Layer,
ses enfants
et leurs conjointes,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Parents
Et amisont la tristesse et la douleur de faire part
du décès deM^{me} Jeannine LAYER,
née THIAUCOURT,

survenu à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Ses obsèques auront lieu le lundi
28 avril 2014, à 15 h 30, au cimetière
de Levallois-Perret, où l'on se réunira.Anne Magneron-Cheminée,
son épouse,
Eric, Michaël, Nicolas,
ses enfants,
Laurence, Nathalie, Nathalie,
leurs conjointes,
Paul, Romane, Louis, Victor, Prune,
Arnaud, Emilien, Laure,
ses petits-enfants
Et toute sa famille,ont la tristesse de faire part de la mort,
survenue brutalement le 21 février 2014,
dudocteur
Jean-Pierre MAGNERON,
anesthésiste-réanimateur
à la polyclinique du Parc de Charleville-
Mézières, pendant plus de trente ans.L'inhumation a eu lieu au cimetière
familial de Vaumoreau, dans les Deux-
Sèvres, le 25 avril, à 15 heures.Une cérémonie religieuse aura lieu
au temple protestant de Charleville-
Mézières, le samedi 24 mai, à 11 heures.*« Heureux l'homme qui ne marche pas
sur le conseil des méchants,
qui ne s'arrête pas sur la voie
des pécheurs et qui ne s'assied pas
en compagnie des moqueurs,
mais qui trouve son plaisir
dans la voie de l'éternel. »*Hélène et Michel Peyrat Gonnet,
Michèle et François Chaubet,
ses filles et ses gendres,
Laurent et Tristan Peyrat,
Nicolas Chaubet,
ses petits-fils,
Les familles Gonnet, Plauchu,
Kaepelin, Pellet et Rendu,ont la tristesse de faire part du retour
à Dieu deM^{me} Annie PLAUCHU,à Paris,
dans sa quatre-vingt-deuxième année,
le jour de Pâques, le 20 avril 2014.Une cérémonie d'adieu aura lieu
le samedi 26 avril, à 9 h 30, au funérarium
117, avenue Berthelot, Lyon 3^e, suivie de
l'inhumation au cimetière de Francheville
(Rhône).

Fleurs blanches ou mauves.

Laurent et Tristan Peyrat,
4, rue Herschel,
75006 Paris.Anne Gompel,
Danielle Salomon,
ses filles,
David Gompel,
Emmanuelle Gompel,
Samuel Salomon-Borraz,
ses petits-enfants,
leurs conjoints
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Yvette SALOMON-BERNARD,survenu à Paris, le 24 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-huitième année.Les obsèques auront lieu le lundi
28 avril, à 10 h 30, au cimetière
du Montparnasse, où l'on se réunira
à la porte principale, 3, boulevard Edgar
Quinet, Paris 14^e.La famille tient à exprimer
sa reconnaissance aux équipes soignantes
qui l'ont accompagnée à la fin de sa vie.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne Gompel,
32, rue de Bièvre,
75005 Paris.Danielle Salomon,
33 bis, rue Henri Barbusse,
75005 Paris.Paul Tirand,
son époux,
Claudine Tirand,
sa fille,
Jean-Paul Tirand,
son fils
et Marie-Josée, sa belle-fille,
Pierre, Jeanne, Chloé,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Juliette TIRAND,
née REYNÈS,survenu le 21 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.La cérémonie religieuse a été célébrée
le jeudi 24 avril, à 14 h 30, en la collégiale
Saint-Michel de Castelnaudary (Aude).2, rue J.B. de Maillé,
11400 Castelnaudary.Josée Uhrich,
son épouse,
Pierre, François et Philippe,
ses enfants,
Angélique,
sa belle-fille,
Xavier et Quentin,
ses petits-enfants,
Les familles parentes et amies,ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

René UHRICH,

survenu le mardi 22 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-septième année.La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 29 avril, à 14 h 30, en l'église
Saint-Bernard de Strasbourg.

Souvenir

Il y a cinquante ans...

Marie-Madeleine MESNAGE,
née BOTTELLI,

est morte tragiquement.

Aline,
sa fille,
ne l'oublie pas.

mariemad.souvenirs@orange.fr

Avis de messe

La messe à la mémoire de

l'Empereur Napoléon 1^{er}

et des Soldats morts pour la France,

sera célébrée le lundi 5 mai 2014,
à 18 h 30, en la cathédrale Saint-Louis
des Invalides.

Arrivée souhaitée avant 18 h 15.

Conférences

Les mercredis de
l'INETL'événement dédié aux cadres
de direction territoriaux !« La politique européenne
de cohésion 2014-2020 :
quel avenir pour nos territoires ? »,le mercredi 30 avril 2014, à Paris,
de 10 heures à 16 heures.
Programme et inscription :
www.inet.cnfpt.frL'INET c'est quoi ?
L'institut national des études territoriales
(INET) est l'organisme de formation
des cadres de direction des grandes
collectivités territoriales françaises
(Conseil régional, conseil général,
communauté urbaine, ville...).INET
DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

Cycle de conférences :

La ville pharmakon
La ville ludique,
lundi 28 avril 2014, à 19 heures.Dans le cadre de sa résidence à
la Cité de l'architecture & du patrimoine,
le philosophe Philippe Simay présente
un cycle de trois conférences avec
Stéphane Füzesséry, architecte-urbaniste
et historien, sur le thème de
« la ville pharmakon ».

Lundi 26 mai, à 19 heures :

La ville numérique

Lundi 23 juin, à 19 heures :

La ville générique.

Entrée libre

inscription sur citechaillot.fr

Cité de l'architecture & du patrimoine
Auditorium,
7, avenue Albert de Mun, Paris 16^e,
(métro Iéna ou Trocadéro).

Le rendez-vous des galeries

Galerie Karsten Greve
Wood Plaster Paint - Joel Shapiro,
du 3 mai au 23 août 2014.Vernissage
le 3 mai, de 17 heures à 20 heures,
en présence de l'artiste.
5, rue Debelleye, Paris 3^e.
www.artnet.com

Section Pigalle

est un nouveau lieu de rencontres
et de projets artistiques.Le 30 avril 2014, à 18 h 30,
nous invitons visiteurs et collectionneurs
à découvrir la première exposition
consacrée aux gravures de
Jules Pascin et Hans Bellmer.10, rue André Antoine, Paris 18^e.
sectionpigalle@gmail.com

Le Monde

OFFRE
DÉCOUVERTE
3 MOIS

69€

au lieu de 179,40€*

ABONNEZ-VOUS



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

Le Monde
142EMGADCVOUI je m'abonne à la Formule Intégrale du Monde Le quotidien chaque jour
+ tous les suppléments + M le magazine du Monde + l'accès à l'Édition
abonnés du Monde.fr pendant 3 mois pour 69 € au lieu de 179,40 €*

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____ Date et signature obligatoires

Expire fin : _____

Notez les 3 derniers chiffres
figurant au verso de votre carte : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde
ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR**

☐ Maison individuelle ☐ Interphone / OUI ☐ Non ☐ Déposit chez le gardien/accusé ☐ Déposit
☐ Immeuble ☐ Boîte aux lettres ☐ Bât. N° _____ spécifique
☐ Digicode N° _____ ☐ Nominative / Collective ☐ Escalier N° _____ le week-endSOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 640 348,70€ - Offres réservées aux
nouveaux abonnés et valides en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier
1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Pour notre information,
ces données pourront être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. ☐
*Prix de vente en kiosque. **Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse.

Comment réduire les déficits publics ?

Le vote consultatif de l'Assemblée nationale sur le programme de stabilité du gouvernement prévoyant 50 milliards d'euros d'économies d'ici à 2017 aura lieu le mardi 29 avril. Ce plan sera ensuite transmis à la Commission européenne qui devrait formuler des recommandations à prendre en compte par la France dans la construction du projet de loi de finances 2015. Si le gouvernement entend ainsi respecter ses engagements européens et réduire son déficit public à 1,3 % du PIB en 2017, les détails du plan sont loin de faire l'unanimité, surtout au sein de la majorité socialiste. Ce plan peut-il relancer la croissance ? Faut-il craindre une hausse des inégalités ? L'effort consenti est-il suffisant ?

■ Assortir ce projet nécessaire de réformes structurelles

Philippe Aghion

Professeur à Harvard

Gilbert Cette

Professeur associé à l'université d'Aix-Marseille

Elie Cohen

Directeur de recherches au CNRS

Le gouvernement a décidé de tenir l'objectif d'un déficit de 3 % du PIB en 2015, et de mettre en œuvre un plan de baisse des dépenses publiques de 50 milliards d'euros par rapport à l'évolution tendancielle, même si un certain optimisme oriente les projections de croissance et si un certain flou subsiste sur les moyens de baisser les dépenses.

Il faut se féliciter de la volonté affichée de respecter les engagements pris par la France dans le cadre du pacte de stabilité européen. Les contraintes de ce dernier ont été décidées par les Etats européens puis validées par les Parlements nationaux.

Félicitons-nous aussi de la tonalité orientée vers l'économie de l'offre de ce programme. La confirmation du pacte de responsabilité et du renforcement des allègements de charges sociales patronales, la baisse programmée en plusieurs étapes du taux d'imposition des sociétés en sont de fortes illustrations. Cette orientation est indispensable pour l'amélioration de la situation financière et de la compétitivité des entreprises, dégradées par rapport à celles de nos partenaires. Cette orientation ne va pas sans une stimulation discrète de la demande à travers la concentration de mesures sur les bas salaires. Elle devrait aider à augmenter l'emploi et l'investissement sans effondrer à court terme la demande.

Trois voies sont envisageables pour réduire le déficit public : hausse de l'impôt, réduction des dépenses et accélération de la croissance. L'exaspération fiscale interdit la première voie et seules les deux autres sont donc envisagées dans le programme de stabilité.

La réduction des dépenses est évoquée à partir d'une véritable approche de réorganisation structurelle dans le seul domaine des collectivités territoriales, avec par exemple la fusion prochaine de régions et l'éventuelle disparition des départements. Dans tous les autres domaines, c'est l'option d'un rabotage généralisé qui serait la source des économies de dépense.

Dans de nombreux cas, les modalités demeurent floues. Dans d'autres, elles prennent la forme d'un gel des prestations et du point d'indice du salaire des fonctionnaires jusqu'en 2017, le terme du quinquennat. Cette option présente l'intérêt d'un rendement rapide mais les inconvénients sont dangereux. Son rendement est immédiat mais cependant réduit si l'inflation reste faible. Cette option reste pauvre car elle s'abstient d'une réflexion sur les missions et structures du service public, visant à supprimer les redondances et les interventions non essentielles.

C'est pourtant une réforme de l'Etat basée sur une telle revue de ses missions et

structures qui est nécessaire, et qu'ont d'ailleurs réalisée des pays comme la Suède, l'Australie et le Canada quand ils ont structurellement abaissé leurs dépenses publiques. L'importance de la masse salariale de l'ensemble des fonctions publiques ne tient pas en France à des rémunérations trop élevées mais à des structures redondantes. L'option d'un gel durant sept années des salaires est dangereuse. Une telle paupérisation des fonctionnaires serait démotivante et serait un obstacle à la recherche de gain d'efficacité.

L'accélération de la croissance, prévue à 1 % (2014), 1,7 % (2015) et 2,25 % (2016) apparaît spontanée. Mais aucune réelle réforme structurelle à même de permettre un fort relèvement de la croissance française n'est envisagée. Sur le marché du travail, l'amorce prometteuse de l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013 est restée sans autre suite que la réforme limitée et sans ambition de la formation professionnelle ouverte par l'accord interprofessionnel du 14 décembre 2013.

Les potentialités sont pourtant fortes, tant dans les rapports de la Commission que dans le débat public. Il s'agit de réformer la formation professionnelle et d'as-

Cette orientation est indispensable pour l'amélioration de la situation financière et de la compétitivité des entreprises

souplir un code du travail dont la lourdeur, la complexité et l'homogénéité sont devenues des obstacles à la mobilité sociale et à la croissance d'une société innovante.

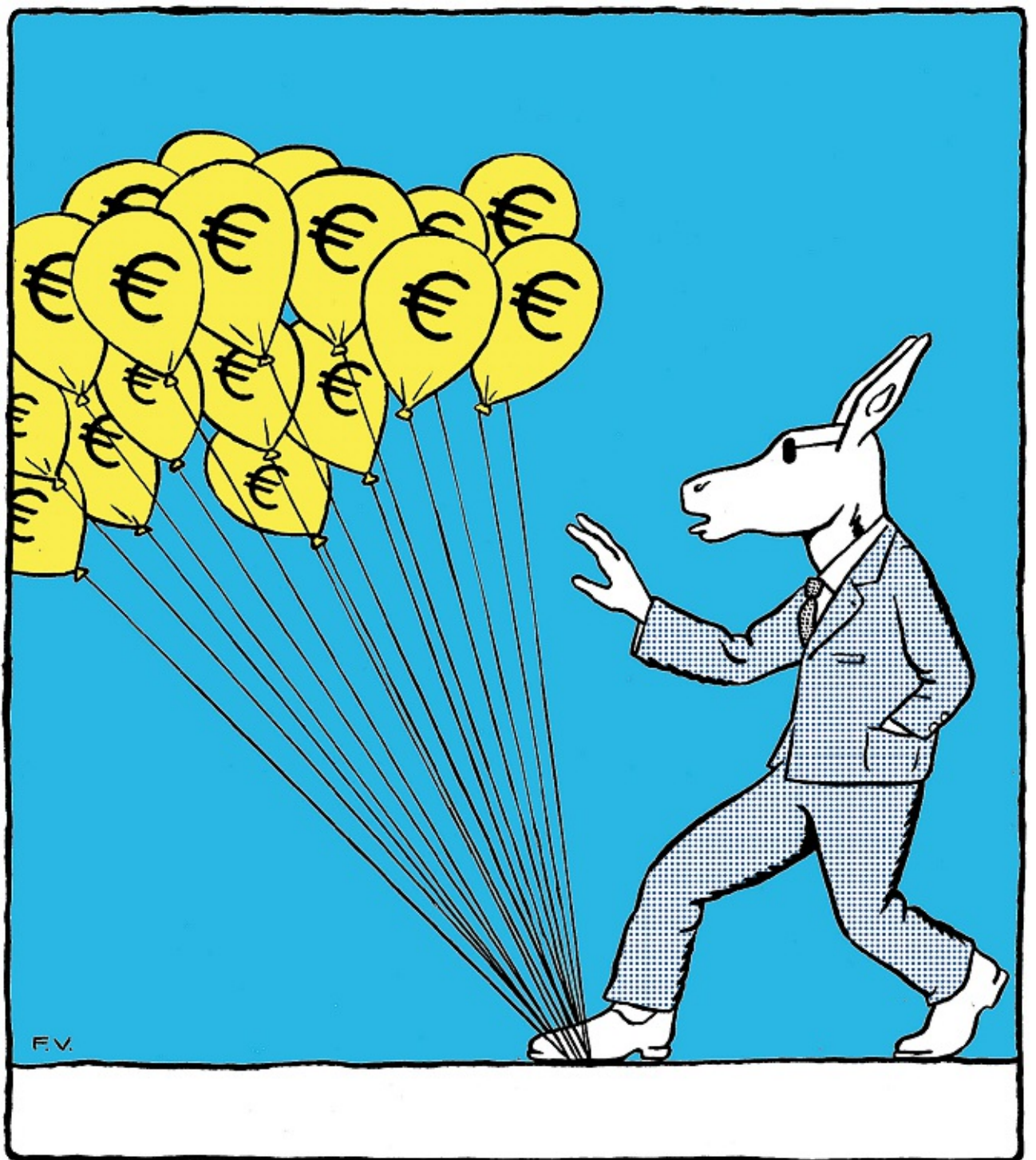
Pour aller plus vite et plus loin sans préjudice pour la protection des travailleurs, l'extension très large des domaines dans lesquels des accords collectifs d'entreprises pourraient déroger au code du travail paraît ici une voie adaptée à la situation française. Sur le marché des biens, les heuruses mais timides dispositions de la loi Hamon sont insuffisantes pour libérer une croissance étouffée par les protections des professions réglementées.

Enfin, rien n'est proposé pour trouver un équilibre durable des régimes de retraites, amorcer une dynamique vertueuse de réforme de l'école, ou mettre en œuvre une fiscalité incitatrice, pour ne rien dire sur les reculs actuels sur l'université ou les investissements d'avenir. En matière de réformes structurelles, l'exemple des pays cités est à nouveau instructif. Après leur processus de réformes, ils ont bénéficié d'une augmentation de la croissance de près de 1 point par an sur les dix années suivantes.

Pourquoi s'interdit-on en France, avec une telle ténacité, le choix d'un engagement déterminé pour augmenter la croissance ? C'est pourtant la voie à privilégier pour réduire les déficits publics. ■



LES TROIS AUTEURS viennent de publier *Changer de modèle*, (Odile Jacob, 272 p., 22,90 €)



FABIO VISCGLIOSI

■ Une nouvelle faute historique de la gauche

Louis Maurin

Directeur de l'Observatoire des inégalités

Economiser l'argent public est une nécessité. Utiliser ces économies pour réduire le coût du travail et les impôts constitue en revanche l'une des plus graves erreurs politiques de l'histoire sociale de la gauche. Après Jospin en 1999 – qui lance une politique de cadeaux fiscaux à grande échelle, une seconde fois, le camp du progrès se tire une balle dans le pied.

Le gouvernement a pourtant les moyens de répondre à des besoins concrets et de moderniser l'offre de services publics. Les mesures annoncées le montrent, le gouvernement va piocher pour l'essentiel là où c'est le plus simple, non dans les dépenses qui ne servent à rien. On pourrait dégager des marges en luttant contre la fraude, en piochant dans ces niches fiscales qui se chiffrent toujours en milliards, dans les caisses des vendeurs de médicaments ou l'élite des professions de santé, dans les marchés publics juteux, dans les méandres des investissements inutiles des collectivités locales. Laisser l'inflation réduire les salaires des fonctionnaires, le niveau des allocations logement ou

Au fond, le président de la République, dans l'univers clos de l'Elysée, a commis une sorte de suicide politique

les retraites de tous, repousser une hausse du RSA relève de la facilité.

Il y a plus grave. Ces économies vont servir à réduire le coût du travail à travers le pacte de responsabilité pour l'essentiel et diminuer les impôts des ménages de façon secondaire. En baissant les cotisations patronales, l'exécutif compte créer des emplois. Les leçons du passé sont oubliées : les mesures d'exonération n'ont jamais eu d'impact massif sur le chômage. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime que les 20 milliards du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi vont créer 150 000 postes.

130 000 euros l'emploi, une pure hérésie économique. Cette baisse des charges va surtout nourrir les profits. Fonctionnaires et titulaires de prestations sociales vont donc faire un effort pour les actionnaires et il ne va pas être simple de leur expliquer pourquoi. Il est vrai que l'on va redonner une partie de ce qui leur sera pris en prestations par le biais de baisses d'impôts, qui restent à définir... Comprend qui peut.

Pour bien comprendre l'immensité du désastre, il faut parler concret. Personne ne mesure l'étendue de ce qui aurait pu être entrepris à la place des 30 milliards de baisse du coût du travail. Accorder un minimum social à 500 000 jeunes en grande difficulté coûterait 3 milliards. Un dixième du total. Autant que la dépense annuelle pour 200 000 places de crèches. 60 000 logements sociaux annuels pèsent moins d'un milliard – financement de l'Etat et des collectivités locales compris. Une aide de 300 euros mensuels pour 300 000 personnes âgées démunies vivant en maison de retraite, c'est un milliard. L'ensemble de ces dépenses ? A peine plus d'un cinquième de ce qui partira en fumée dans le pacte de responsabilité. A la question : que ferions-nous pour la France si nous avions 30 milliards ? La réponse est vite trouvée.

On pourrait continuer la liste des urgences sociales que le marché ne peut pas satisfaire, des transports en commun à l'environnement, en passant par la rénovation des prisons, l'accès aux soins, la modernisation des écoles, l'accès aux loisirs ou à la culture, la réduction de la dette. Ou prendre le problème autrement.

Créer un fonds de développement associatif doté de 3 « petits » milliards (donc, un dixième de l'addition du pacte de responsabilité), qui verserait 15 000 euros (c'est beaucoup) par an par emploi créé aux associations, à charge pour elles de trouver un complément issu de leurs activités. Vous obtenez plus de 200 000 emplois. De la culture aux loisirs, de l'aide aux jeunes ou aux aînés, de l'environnement au tourisme, les gisements du tiers secteur sont immenses.

Au fond, le président de la République, dans l'univers clos de l'Elysée, a commis une sorte de suicide politique. Il a déjà emporté avec lui une grande partie du personnel politique de gauche au niveau des communes, ce sera le cas demain aux autres échelons. Il emporte surtout les espoirs de beaucoup de ceux qui ont voté pour lui – pas seulement de gauche –, qui croient encore à la modernisation de notre pays et à la réforme. ■

Il faut revoir la copie pour associer justice sociale et efficacité économique

Pierre-Alain Muet

Député PS, économiste
et vice-président de la commission
des finances

Le gouvernement présente la réduction de 50 milliards des dépenses publiques au cours des trois prochaines années comme une nécessité au nom du respect de l'objectif des 3 % de déficit. En réalité, cette baisse des dépenses va financer les allègements de cotisations patronales supplémentaires décidés par le chef de l'Etat dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité. Ce pacte va porter à 30 milliards par an l'ensemble des allègements de prélèvements sur les entreprises, et même 38 milliards en 2017 avec la baisse de l'impôt sur les sociétés et la suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).

Deux chiffres illustrent le poids décisif qu'ont pris ces allègements sur les choix budgétaires d'aujourd'hui. Le déficit de nos finances publiques est en 2013 de 4,3 %. L'écart à l'objectif de 3 % en 2015 est du montant qu'atteindront ces allège-

ments de cotisations. La seconde comparaison est encore plus éloquente. Le chiffrage des 60 propositions de François Hollande représentait « 20 milliards d'euros à l'horizon 2017 ».

Certes, il manquait dans le programme présidentiel des mesures sur la compétitivité et elles sont nécessaires, mais est-il raisonnable qu'elles soient presque deux fois supérieures au coût des 60 engagements du président, au point de bouleverser l'équilibre de notre programme et de devenir l'alpha et l'oméga de la politique du gouvernement ?

Ce n'est pas d'abord notre manque de compétitivité qui explique la croissance nulle des trois années précédentes, en France comme dans la zone euro, mais l'effondrement de la demande dû aux politiques d'austérité européennes. Et si l'Allemagne s'est un peu mieux portée dans cette récession que les autres pays européens, c'est surtout parce qu'elle avait réduit son déficit avant la crise et n'a pas eu à appliquer une telle politique d'austérité pour revenir à l'équilibre budgétaire.

Les allègements de cotisations des entreprises ont des effets favorables sur l'emploi lorsqu'ils sont concentrés au voisinage du smic, et sur la compétitivité lorsqu'ils sont concentrés sur l'industrie, qui

ne recevra qu'un tiers environ des 30 milliards d'allègements. Pour les entreprises fortement impliquées dans l'échange international, un allègement de fiscalité peut conduire assez rapidement à une hausse de l'emploi et de l'investissement, en raison des gains de compétitivité qui en résultent. Mais ce n'est pas le cas de la

Préserver le revenu des ménages, et tout particulièrement celui des ménages modestes, est la meilleure façon de préserver la reprise

grande majorité des entreprises, qui n'augmenteront l'investissement et l'emploi que si les perspectives de débouchés s'améliorent. C'est pourquoi une politique générale d'allègement n'est efficace que lorsqu'on est déjà sorti de la récession.

En outre, lorsque ces allègements sont financés par une réduction des dépenses, l'effet est dépressif à court terme, avant de devenir expansionniste à plus long terme.

C'est précisément ce que rappelle le haut conseil des finances publiques, en

indiquant : « Il existe un risque que les effets positifs sur l'emploi et les salaires de la politique d'offre n'atténuent pas les effets négatifs sur l'activité de la consolidation budgétaire. » L'effet positif des allègements est lent à se manifester, alors que la réduction de dépenses exerce un effet dépressif immédiat.

Le gouvernement a raison de conserver le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sous sa forme actuelle, car le dispositif est en place et montera pleinement en charge en 2015. En revanche, il serait pertinent d'étaler dans le temps les nouveaux allègements, ce que fait en partie, mais en partie seulement, le plan actuel.

Ma préférence aurait été d'en rester à court terme aux 20 milliards du CICE et de dégager des marges pour une réduction plus raisonnable des dépenses, de façon à ne pas compromettre l'investissement des collectivités locales, à préserver le pouvoir d'achat des retraités et des fonctionnaires et à financer un volant plus élevé d'emplois d'avenir.

Une solution susceptible de rassembler la majorité a été esquissée le week-end dernier. Elle consiste à ne pas remettre en cause les chiffres « fétiches » de 50 milliards et de 30 milliards, mais à en étaler la mise en

œuvre. En réduisant la montée en charge des allègements et de la C3S, en recherchant des ressources nouvelles dans la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale abusive, qui sont, par ailleurs, au cœur de l'agenda international, on peut dégager des ressources pour préserver le pouvoir d'achat des petites retraites et les rémunérations des fonctionnaires, ne pas retarder la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté et ne pas compromettre l'investissement des collectivités locales.

Les ménages aux revenus moyens et modestes ont en effet déjà participé au redressement budgétaire avec le gel du barème de l'impôt sur le revenu, la suppression de la demi-part des personnes isolées, et, en 2014, la hausse de la TVA et des cotisations retraites. Préserver le revenu des ménages, et tout particulièrement des ménages modestes, est en outre la meilleure façon de préserver la reprise.

En rééquilibrant en début de période les efforts demandés aux ménages et les avantages accordés aux entreprises dans le contexte d'une reprise encore fragile, on conjugue la justice sociale avec l'efficacité économique, tout en respectant le sentier de réduction des déficits. Pour l'instant, le compte n'y est pas. Espérons que le message exprimé mercredi sera entendu. ■

Réduisons vraiment la dépense publique Ce gouvernement ne fait que passer le rabot

Gilles Carrez

Député UMP et président
de la commission des finances

Eric Woerth

Député UMP et ancien ministre du budget

L'endettement public fin 2013 s'élève à 93,5 % du PIB, soit 30 000 par Français. Malgré des taux très faibles, les intérêts constituent désormais la première dépense de l'Etat. Nos créanciers, aux deux tiers étrangers, nous prêtent sans hésiter les 200 milliards d'euros dont nous avons besoin chaque année. Pourtant, depuis deux ans, notre situation s'est dégradée : plus de chômage, plus de dépenses publiques, plus de dettes.

Face à notre incapacité à tenir nos engagements de réduction du déficit public, à l'accumulation des délais consentis à la France, le contexte change et nos partenaires internationaux commencent à s'alarmer. Si notre pays veut conserver sa souveraineté budgétaire, éviter les humiliations, il n'est pas d'autre voie que celle du retour à l'équilibre des comptes publics. Le programme de stabilité devra, cette fois-ci, être enfin respecté. Mais les hypothèses retenues ne seraient-elles pas trop optimistes ?

Après la crise financière de 2008-2010 qui a précipité nombre de pays dans des déficits publics massifs, la France a privilégié les hausses d'impôts : 20 milliards d'euros en 2011 et 2012 imputables à la précédente majorité, 40 milliards, le double, depuis juin 2012. Le pays a été frappé d'overdose fiscale, les comportements des ménages et des entreprises ont changé et les taxes ne produisent plus le rendement espéré. Le gouvernement reconnaît enfin que le redressement des comptes passe désormais par la réduction de la dépense publique.

A 57 % du PIB en 2013, près de 1200 milliards d'euros, 10 points de plus que la moyenne européenne, la dépense publique devrait d'autant plus facilement être réduite. C'est le contraire qui se produit chez nous. Sous l'effet de nouvelles décisions, tels le plan pauvreté avec la hausse des allocations d'assistance ou la suppression du jour de carence pour les fonctionnaires, en raison des indexations automatiques, des dépenses de guichet, du statut de la fonction publique, la dépense publique augmente « spontanément » de plus de 30 milliards par an. De ce constat découle un raisonnement curieux qui évalue les économies par rapport à cette tendance. Ainsi, les 50 milliards d'économies annoncés depuis des mois par le gouvernement pour 2015-2017 viennent en diminution d'une augmentation considérée comme inéluctable d'au moins 90 milliards sur les mêmes années.

L'instrument privilégié par le gouvernement est le rabot. De plus, le Haut Conseil des finances publiques émet des réserves et note que les effets du pacte de responsabilité sont surestimés. La méthode Valls consiste à geler les retraites, le point d'indice et une partie des allocations. Elle témoigne du refus de procéder à de véritables réformes de structure. La réforme des retraites de 2010, aussitôt remise en cause par la nouvelle majorité, était une réforme de fond. La réduction assumée du nombre de fonctionnaires, accompagnant une révision générale des politiques publiques (RGPP), fut

annulée dès juin 2012, de même pour la convergence tarifaire entre hôpital public et cliniques privées ou pour le conseiller territorial, première étape de la nécessaire fusion entre départements et régions.

La gauche française est victime d'une véritable incapacité culturelle à réduire le champ de l'action publique et à assumer le choix du travail de préférence à celui de l'assistance. Ce sont pourtant ces deux principes qui ont guidé les politiques réussies de baisse de la dépense au Canada, en Suède, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Allemagne. Leurs « mini-jobs » ne sont-ils pas préférables au chômage et à des dizaines de milliards de dépenses de solidarité sans contrepartie et financées à crédit ! Avec un quart de fonctionnaires en moins en moyenne, nos partenaires européens ont-ils des services publics défaillants par rapport aux nôtres ?

L'analyse historique de l'envolée de la dépense publique en France comparée à ses voisins a trois grandes causes : la retraite dès 60 ans décidée en 1981, les 35 heures en 1997, et l'accroissement vertigineux du nombre de fonctionnaires, surtout dans les collectivités locales. La responsabilité socialiste de ces décisions est immense. S'agissant des dépenses de santé, des interventions économiques ou des dépenses sociales hors assistance pure, notre pays n'est pas excessivement décalé par rapport aux autres.

Les surcoûts publics massifs ont une conséquence : les prélèvements obligatoires sont devenus insupportables pour l'emploi et l'investissement dans les entreprises et pour la consommation des ménages. Pour les alléger, il n'y a pas d'autre issue que de réduire la dépense publique.

Avec un quart de fonctionnaires en moins en moyenne, nos partenaires européens ont-ils des services publics défaillants par rapport aux nôtres ?

La gestion des finances publiques ne peut plus avancer à tâtons comme les deux années qui viennent de s'écouler. Il faut sortir de cette utopie qui a généré trop d'engagements qui n'ont pas été honorés. Plutôt que de lier artificiellement son avenir à la baisse du chômage, François Hollande ferait mieux d'engager un véritable programme de réformes structurelles, lequel ne doit pas rester un refuge sémantique pour l'opposition actuelle. Cela passe par un énorme effort de pédagogie et de vérité. Il faut avoir le courage d'expliquer en quoi consisteront de telles réformes, car un minimum d'adhésion publique est indispensable. Faudra-t-il attendre une dégradation extrême de la situation financière du pays pour imposer dans l'urgence et la douleur les réformes qui n'ont été que trop longtemps différées ?

Nous souhaitons apporter au débat difficile qui s'ouvre sur la dépense des propositions construites par de grandes politiques publiques. Celles-ci porteront notamment sur le marché du travail, l'assistance, le logement, l'organisation de l'action publique. Et, au-delà des remises à plat nécessaires, il faudra, dans certains cas, envisager la suppression pure et simple de certaines interventions. La commission des finances de l'Assemblée nationale, avec l'appui de la Cour des comptes, doit être un lieu de discussion et de propositions inspirées par le double souci de l'efficacité économique et de la justice sociale. ■

Les Gracques

Think tank fondé en 2007

Le moment de vérité est arrivé. François Hollande et Manuel Valls ont tranché dans le sens de la gauche qu'ils ont reçue en héritage, celle de Rocard, de Bérégovoy et de Mendes-France, celle qui assume le réel.

Le premier ministre emprunte ainsi un chemin ardu, tant il conduit la France à ce qu'elle n'aime guère : se confronter à la réalité. Comme le temps presse, il agit. Un gouvernement resserré ? C'est fait. Une politique économique claire ? C'est le programme de stabilité. Reste à le voter le 29 avril, puis à l'appliquer.

L'appliquer face à une droite réduite au navrant spectacle d'un concours de siffleurs pendant la déclaration de politique générale. Elle serait mieux inspirée de se préparer à assurer un jour le pouvoir et de s'interroger sur ses responsabilités dans la spirale de déficits, de dette et d'impôts qui affecte depuis longtemps le pays.

L'appliquer malgré la « gauche de la gauche » qui préfère débattre du partage de la richesse que de sa création et a du déficit budgétaire une vision comptable qui gomme les enjeux de compétitivité et de balance des paiements. Quand la gauche européenne pense investissements, emplois, innovation, concurrence, celle-ci prône consommation, défense des acquis, réglementation, rente. Minorité bruyante, cette gauche-là n'aime pas gouverner.

Manuel Valls, si. Partant des questions essentielles, il emprunte la trajectoire du possible, celle d'un plan d'ajustement qui, expliqué et conduit professionnellement, ouvre la voie aux réformes de structures.

Ceux qui pensent qu'il faudra faire les deux et que la technique du rabot a ses limites ont raison : mieux vaudrait s'attaquer à la productivité inégale des agents publics que de geler le point d'indice pour tous. Et quitte à faire des crédits d'impôt, mieux vaudrait les centrer sur l'investissement productif, base de la croissance. Mais le mieux est l'ennemi du bien. Dépenser moins d'abord, dépenser autrement ensuite. Le réalisme commande de procéder dans cet ordre.

Cela sera déjà difficile. Pas tant pour les économies : 50 milliards sur 1200 de dépenses, c'est 4 % du total. La difficulté réside dans le bouclage macroéconomique, si l'on ne veut pas étouffer la croissance, puisque ces économies entraîneront du revenu en moins pour beaucoup. Gardons-nous de l'attrition qui a frappé l'Espagne et la Grèce : la réduction simultanée des déficits et du PIB, qui ne conduirait qu'à l'appauvrissement généralisé.

Le programme propose avec raison un

effort de rigueur modéré pour éviter la déflation, mais continu dans la durée. Il nécessite une politique monétaire souple de la BCE, ainsi que le soutien de l'Europe et des consommateurs allemands. Un soutien qu'il nous faut mériter. En sachant que dans ce « nous », c'est la marque France en entier qui est concernée : nos comptes publics, nos comportements, nos produits, nos entreprises, notre Etat. Nous tous.

Croissance durable

La vérité dans le discours, le courage dans l'action, la justice dans les choix. Ayant sollicité plus qu'ailleurs les hauts revenus et le capital depuis deux ans, l'exécutif demande un effort modéré à chacun. Il allège les charges sur l'emploi non qualifié après avoir augmenté celles sur la finance et les holdings. Il accroît le revenu net de charges des travailleurs modestes en réduisant un peu les revenus réels des inactifs.

Ces choix doivent se prolonger dans des réformes qui prendront du temps, mais sont nécessaires pour relancer une croissance durable. Car à moyen terme, mieux vaut s'attaquer au mille-feuilles territorial comme s'y est engagé M. Valls que de bloquer le point d'indice, rendre du pouvoir d'achat en cassant les rentes, que de creuser les déficits ; baisser les charges sur l'ensemble des salaires, que de renoncer à la montée en gamme de notre production de biens et services ; réformer notre système de santé et nos retraites, au lieu d'attendre que notre population vieillisse ; assouplir le marché du travail, construire des logements, faciliter les nouveaux modes de transports plutôt que d'étouffer la réglementation. Permettre aux choses de se faire plutôt que de contrôler ceux qui les font : ce tournant décisif-là, il nous semble que la gauche le prend.

Car au total, il ne s'agit pas de faire plaisir à Bruxelles. Il s'agit de cesser de vivre à crédit en hypothéquant l'avenir de nos enfants. Il ne s'agit pas de rétablir les comptes. Il s'agit avant tout de recréer la confiance. La confiance de nos entrepreneurs, salariés, épargnants, investisseurs, clients, citoyens, voisins, collègues et enfants. La confiance ne se décrète pas. Elle se mérite. Et pour commencer, elle se vote ! ■

➤ **Sur Lemonde.fr** Retrouvez les tribunes de Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE, « Sauver l'Europe vaut-il une déflation » ; de Christophe Caresche, député PS, « Un moment de vérité », et celle de Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, « Il faut moins d'agents publics, mais mieux rémunérés ».

Les Gracques regroupent des hauts fonctionnaires, des intellectuels et des cadres d'entreprise de gauche ; ils avaient appelé à voter François Hollande en 2012. www.lesgracques.fr

EN ALGÉRIE, L'ABSTENTION PLUTÔT QUE LA « FITNA »

ANALYSE

PAR ISABELLE MANDRAUD
Service International

Tout, sauf la *fitna*. Ce rejet du désordre, du chaos, est un puissant trait d'union entre tous les Algériens qui ont chèrement payé, dans un passé récent, le prix de leur révolte. Dix ans de guerre civile ont suivi le premier soulèvement du monde arabe, le 5 octobre 1988, provoquant la mort de 100 000 à 200 000 personnes. C'est donc quasiment avec soulagement que les Algériens, résignés, ont accueilli la réélection, pour un quatrième mandat, du président Abdelaziz Bouteflika. L'épreuve était passée. Tout, sauf la *fitna*.

Le pouvoir algérien l'a bien compris, qui n'a cessé de jouer sur les peurs. Comment expliquer autrement le retour dans les rues d'Alger, devant des dizaines de journalistes, de policiers armés de fusils à pompe et la dispersion violente, le 16 avril, à la veille de l'élection présidentielle, d'une poignée de militants pacifiques opposés au quatrième mandat? Jusqu'ici, on embarquait, on étouffait les manifestants sous le nombre des uniformes, on dispersait mais dans un rapport de force contenu, sans armes, selon une pratique du maintien de l'ordre théorisée par le

patron de la sûreté nationale, le général Abdelghani Hamel, sous le vocable de « gestion démocratique des foules ». La « GDF » a changé de nature le 16 avril. Les images devaient être diffusées. Protester dans la rue, c'était le début de la *fitna*.

Comment expliquer, aussi, la violence des attaques dont ont été la cible les militants du collectif Barakat (« Ça suffit »)? A peine le groupe, très médiatisé mais au demeurant minoritaire, a-t-il été constitué le 22 février, que ses adhérents, simples citoyens ou intellectuels, se sont trouvés au centre d'une campagne haineuse lancée par des médias proches du pouvoir. Qualifiée de « juive » et d'agent « sioniste », l'une des figures de ce mouvement, Amira Bouraoui, 38 ans, gynécologue dans un hôpital public, a été vilipendée comme médecin opérant des avortements dans une clinique privée.

Pour avoir soutenu Barakat en mettant à sa disposition un petit local, le directeur de la rédaction du quotidien *Algérie News*, Hamida Ayachi, s'est vu privé des recettes publicitaires publiques. « Barakat a créé la panique, parce que c'est un courant d'idées qui représente une alternative pour un projet progressiste hors système, juge ce patron atypique, romancier, qui n'a pas toujours été contre ce « système ». Et l'expérience douloureuse du « printemps arabe » a été exploitée par le camp du statu quo. » « Nous, en Algérie, on connaît bien les instruments utilisés dans le « printemps arabe »! », a tonné Amar Saadani, secrétaire général du Front de libération nationale (FLN,

parti majoritaire) au lendemain du scrutin. L'argument a porté. Quelle que soit la réalité des résultats, contestés, de la présidentielle du 17 avril, quoi qu'en dise le rival éconduit Ali Benflis, les Algériens ont préféré Abdelaziz Bouteflika, élu avec 81,49 % des voix. Dans un pays aux 10 000 émeutes annuelles liées aux problèmes de logement ou d'emploi, cela peut paraître surprenant : l'assise électorale du président repose avant tout sur les classes les plus défavorisées.

Partis politiques laminés

Ces dernières n'ont pas oublié que, lorsque les choses ont mal tourné en Algérie, les habitants les plus pauvres sont restés quand une bonne partie de l'élite, elle, est partie. Aucun travail de terrain, aucun débat d'idées ne les a, depuis, associés. De compromis en compromission, les partis politiques ont été laminés. Les tentatives d'encadrer les mouvements sociaux, empêchées. « La société algérienne est livrée à elle-même », admet Mohamed Chafik Mesbah, ancien officier supérieur de l'armée et chroniqueur bien connu de la scène algérienne.

La « stabilité » contre des « aventuriers et des comploteurs ». La formule d'Abdelmalek Sellal, ancien premier ministre, et directeur de campagne pour la troisième fois du candidat Bouteflika, n'a cessé d'être martelée. C'est dans cet esprit que le régime algérien a choisi, délibérément, de présenter le président votant, le 17 avril, dans un fauteuil roulant. On n'attaque pas, dans une

société attachée au respect de l'ainé, surtout s'il est malade, un parent. Membre de la famille, on le protège. Président, on s'en accommode.

Le pouvoir de l'argent a fait le reste. Des milliards de dinars ont été déboursés pour assurer la réélection du président Bouteflika par des entrepreneurs de l'ombre, dépendants des marchés publics et/ou des filières d'importation. Un seul d'entre eux, Slim Othmani, patron de Rouiba, numéro un des jus de fruits en Algérie, a osé se démarquer en claquant la porte du Forum des chefs d'entreprise, le Medef algérien, pour ne pas cautionner une élection confisquée. Bon nombre de ses pairs sont aujourd'hui devenus plus puissants que des généraux dont, quelques-uns, à la retraite, se sont fait les porte-voix de l'opposition. Une rupture, dans un régime qui, depuis l'indépendance, repose sur deux béquilles indissociables, civile et militaire.

Leur incapacité à se mettre d'accord sur une succession concertée, tout comme l'apparition d'un régionalisme exacerbé par les tensions de la campagne, de la Kabylie aux Aurès, à l'est, jusqu'à Ghardaïa, au centre, sont pourtant des sources bien réelles de *fitna*. Dans ce contexte incertain, le pays a répondu de la manière la plus pacifique qui soit : moins d'un Algérien sur deux s'est rendu aux urnes. Avec, de part et d'autre en partage, le sentiment bien ancré de s'être donné un sursis. ■

mandraud@lemonde.fr

LE REJET DU
CHAOS EST
UN PUISSANT
TRAIT
D'UNION
ENTRE LES
ALGÉRIENS.
LE POUVOIR
L'A BIEN
COMPRIS



FORUM EXPAT PRO

LE SALON DE
DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

3 JUIN • PARIS



MIEUX GÉRER LA MOBILITÉ DE VOS CADRES

**Un programme de conférences
animées par les journalistes du
Monde et de Courrier international**

Dirigeant, DRH, responsable mobilité...
venez rencontrer nos experts et
échanger avec nos professionnels de
la mobilité internationale

**ENTRÉE
GRATUITE**

Inscription
obligatoire

<http://pro.leforumexpat.com/>




MARDI 3 JUIN 2014 - 9H À 19H

Les Docks, Cité de la mode et du design, 34 quai d'Austerlitz Paris 13^e

UN ÉVÉNEMENT

Le Monde

**Courrier
international**



POLITIQUE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Le divorce de la mi-quinquennat

François Hollande conspué à Carmaux, la ville de Jean Jaurès, c'est le divorce de la mi-quinquennat. Le peuple de gauche a lâché le président de la République, il est dégoûté, en colère, il se sent trahi, il refuse d'entendre les arguments de celui qui leur répète ce qu'il leur avait déjà dit pendant la campagne : « Je veux rendre la France plus forte, plus juste, plus solidaire. »

Le candidat était pourtant sincère. Et le président le reste, mais il est désarmé : deux ans après son élection, il n'a pas de preuve à faire valoir pour étayer son discours.

Tout son calendrier a volé en éclats, il a perdu la maîtrise du temps. François Hollande avait divisé son quinquennat en deux phases : le redressement d'abord, la redistribution ensuite. Avant de rendre du pouvoir d'achat, il voulait réduire les déficits et retrouver la croissance.

C'était le fondement du compromis passé avec les socialistes, et ce compromis dictait toute sa politique. Dans son esprit, le deuxième premier ministre du quinquennat serait nommé pour conduire cette deuxième phase, et cette deuxième phase mènerait tranquillement à une réélection en 2017. C'était trop beau pour être vrai.

Nommé au lendemain du désastre des élections municipales, Manuel Valls n'est pas là pour redistribuer mais pour « prendre des risques », comme le dit curieusement François Hollande. Autrement dit, pour accentuer la politique de l'offre à laquelle le président s'est rallié après avoir assené au pays une potion fiscale si radicale qu'elle a failli l'asphyxier. Après le pacte de compétitivité est venu le pacte de responsabilité : 21 milliards d'euros d'allègements

de charges et d'impôts promis aux entreprises d'ici la fin du quinquennat, à comparer aux 5 milliards d'euros réservés aux ménages modestes.

Pour la gauche, la comparaison est insupportable, d'autant que, pour financer le tout, il faut réaliser des économies qui touchent en priorité les fonctionnaires, cœur de son électorat, et les prestations sociales, armes de la redistribution. Le compromis du début du quinquennat ne tient plus.

La gauche éructe. Là où le président de la République se dit persuadé d'agir pour la souveraineté et le bien du pays, elle dénonce les « cadeaux » aux entreprises, « l'aus-térité » sur le dos des plus faibles,

**Tout le calendrier
de François Hollande
a volé en éclats,
il a perdu la maîtrise
du temps**

l'« inepte » règle budgétaire des 3 %, et lui renvoie le verdict cinglant des urnes.

La position de François Hollande est à la fois tragique et simple. Par tempérament, l'ancien premier secrétaire préférerait négocier avec les rebelles socialistes qui exigent de lui qu'il donne moins aux entreprises pour accorder davantage aux ménages. Mais comme la politique de l'offre est sa dernière chance de crédibiliser, en Europe, une politique budgétaire qui laisse ses partenaires sceptiques, il est coincé. Il n'a pas d'autre choix que d'assumer la confrontation avec son camp. ■

fressoz@lemonde.fr

Le Monde

Les Unes du Monde

**ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ
DES « UNES » DU MONDE
ET RECEVEZ CELLE DE
VOTRE CHOIX ENCADRÉE**



RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutique

En 1974, des officiers portugais déposaient la dictature lors de la « révolution des œillets ». Quarante ans plus tard, l'austérité a mis l'armée au régime sec. Une trahison pour les soldats

Le blues des capitaines d'avril



Une peinture murale à l'effigie d'un capitaine d'avril, à Lisbonne, pour le 40^e anniversaire de la « révolution des œillets ». THOMAS MEYER/DEMOTIX/CORBIS

CLAIRE GATINOIS

Lisbonne, Porto
Envoyée spéciale

Antonio Lima Coelho en a pleuré. En chantant avec ses camarades *Grândola, Vila Morena*, le militaire, un ancien de l'armée de l'air, a ressenti le frisson des grands jours, l'émotion, la rancœur aussi. C'était le 15 mars 2014, quarante ans, presque jour pour jour, après la « révolution des œillets ». Quarante ans, aussi, après la diffusion, le 25 avril 1974, sur les ondes portugaises, de cette chanson de José Afonso, devenue le code de ralliement des capitaines d'avril, ces officiers de gauche qui renversèrent la dictature salazariste.

Ce 15 mars, Antonio, physique sec et barbe poivre et sel, la cinquantaine, réclamait, comme des milliers d'autres militaires en colère devant le Parlement de Lisbonne, des « conditions de vie décentes ». « Nous avons besoin d'une nouvelle révolution ! », osait le militaire reconverti depuis peu à la direction des affaires sociales de l'armée.

Avec la cure d'austérité imposée depuis 2011 au pays surendetté, sa rémunération a fondu de 30 %, les cotisations ont augmenté et le système de santé des forces armées a été « rationalisé ». Deux hôpitaux militaires hier, un seul aujourd'hui. Antonio dit avoir reçu depuis des lettres de handicapés de l'armée qui se plaignent d'attendre plusieurs semaines pour de nouvelles prothèses.

La grande récession qui a frappé le pays dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008 pourrait tout expliquer. L'Etat portugais en quasi-banqueroute cherche à faire des économies, ici, là, partout. Les fonctionnaires sont les plus touchés, les militaires ne sont pas épargnés. « Mais nous, on offre notre vie pour le pays ! », s'indigne Antonio. « Des confrères à moi ont été envoyés faire la guerre en Irak parce qu'on y avait soi-disant découvert des armes de destruction massive. »

Lui, a contribué à la préparation logistique des opérations au Kosovo, en Afghanistan. Il aurait pu mourir pour son pays. Et voilà le sentiment d'ingratitude.

Les militaires ne comprennent pas. On les méprise, alors que le Portugal leur doit tout. Ce 25 avril 1974, les capitaines d'avril, les aînés d'Antonio, ont fait l'impensable : renverser la dictature par un coup d'Etat pacifiste avant de rendre (certes un peu difficilement) le pouvoir au peuple. Les élections libres, la construction de l'Etat-providence, l'entrée dans l'Europe : les militaires, pense-t-il, sont à l'origine de tout cela. « Je ne comprends pas pourquoi on traite comme ça ceux qui ont offert la démocratie aux Portugais. Peut-être que Freud pourrait nous l'expliquer ? Il y a comme une revanche des dirigeants politiques contre les militaires. Un complexe d'Œdipe. » Il rit, dépit. Après trente-six ans de service, il se mettra en réserve l'année prochaine, éccœuré.

« Il y a comme une revanche des dirigeants politiques contre les militaires. Un complexe d'Œdipe. Peut-être que Freud pourrait nous l'expliquer »
Antonio Lima Coelho
militaire

Antonio a l'impression que le gouvernement veut détruire tout ce que les militaires ont réussi à faire pour le pays. Le gouvernement, c'est Pedro Passos Coelho. Un premier ministre de centre droit (PSD), trop libéral à ses yeux. Trop « troïkiste » – comprendre : complice des idées de la « troïka », l'attelage formé par la Commission de Bruxelles, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), les tuteurs du pays depuis que le Portugal s'est vu accorder une aide de 78 milliards d'euros en mai 2011.

En quarante ans, le Portugal a quitté le

statut de pays sous-développé de l'Europe dans lequel l'avait encastré la dictature. Avec retard, la population a reçu les miettes des « trente glorieuses ». Jusqu'à l'apogée : l'Exposition universelle de Lisbonne, en 1998. Désormais, on a peur. Et si tout cela n'était qu'une parenthèse enchantée ? La mise en danger de l'Etat-providence affole, certains y voient la démocratie menacée. Lisbonne se plie au diktat de la troïka. On trahit la « révolution des œillets », on bafoue l'œuvre des capitaines d'avril.

Pour Antonio, l'offensive aurait en réalité démarré bien avant la crise de 2011 : le 11 décembre 1982, lorsque la loi sur la défense nationale et les forces armées a été promulguée et qu'un amendement à la Constitution a aboli le Conseil de la révolution. C'en était fini du contrôle des militaires sur la politique. La même année, on réduisait le budget et la taille de l'armée. « La profession a subi beaucoup de dommages. On a perdu de la reconnaissance sociale. Les salaires, les retraites, le système de santé. Les droits constitutionnels ont été abîmés », estime Antonio.

À la fin des années 1990, le poids de l'armée s'est encore amoindri, comme partout en Europe. Une conséquence, aussi, « de la place géostratégique du pays, un acteur semi-périphérique », selon l'historien Yves Léonard, spécialiste du Portugal. Lisbonne perd son empire colonial, entre dans l'OTAN et dans l'Union européenne. Plus rien ne justifie des forces armées disproportionnées. Mais « compte tenu de ce qu'ont fait les militaires pour que le Portugal soit ce qu'il est, on peut penser que certains ont la mémoire courte », souligne l'historien.

Il faut encore remonter le temps pour constater que le désamour entre l'Etat et l'armée est ancien au Portugal, insiste Yves Léonard. C'est même dans cette relation chaotique que l'on trouve les racines de la révolution. En 1973, le coup de frein aux promotions et des soldes rabotées – le pouvoir d'achat des militaires est alors inférieur de 45 % à celui de 1960 – ont fait enrager les jeunes officiers, qui espéraient rentrer des conflits coloniaux cou-

verts de gloire et d'argent. Ils se sont sentis méprisés. Ainsi a émergé le mouvement des capitaines.

Le 25 avril 1974, Antonio n'était qu'un adolescent de 15 ans, résidant à Cabinda, la province du nord de l'Angola. Bien trop jeune et trop loin pour fredonner avec les insurgés *Grândola, Vila Morena* – « Grândola, ville brune », un code en référence à la ville de l'Alentejo qui fut la terre des opposants de la première heure au salazarisme. Mais l'initiative des capitaines d'avril n'est pas pour rien dans sa vocation. L'un d'eux est son ami. Son modèle. Vasco Lourenço, un modéré. Vasco s'est battu pour les « 3D » : démocratie, développement, décolonisation.

Quatre décennies plus tard, cet ex-militaire épris de liberté est aussi désabusé que son cadet. « Ils ont détruit tout ce qu'on avait conquis », accuse le septuagénaire. À la tête de l'association 25 de Abril, Vasco Lourenço est la mémoire et la vigie de la « révolution des œillets ». Celui qui tâche d'en préserver l'esprit. Mais l'ancien capitaine est en colère. Son Portugal se retrouve « séquestré par la peur », sous « protectorat de forces étrangères », à savoir la troïka.

D'un revers de main, l'élégant maire de Porto, Rui Moreira, balaie ces reproches. « Une grande partie des gens pensent qu'il faut réinventer la démocratie, c'est vrai, dit-il. Mais il y a des militaires et des gens d'extrême gauche qui disent depuis trente-neuf ans qu'on a trahi la révolution. » L'édile, indépendant, comprend la contestation mais s'agace des nostalgiques qui larmoiement. C'est à la société civile de réagir, estime-t-il. Les militaires et les gauchistes qui regrettent d'avoir laissé le pouvoir leur échapper n'ont pas à s'en mêler.

Rui Moreira, lui aussi, rouvre les livres d'histoire. En 1974, la révolution est considérée comme le « dernier spasme romantique révolutionnaire européen », selon les mots de Daniel Cohn-Bendit. Elle va transformer Lisbonne en « Katmandou du gauchisme », écrit Yves Léonard dans la revue *L'Histoire*, « Portugal, l'empire oublié » (avril 2014). Mais en novembre 1975, la tran-

sition démocratique s'enclenche. L'officier de l'aile gauche, Otelo de Carvalho, le « Castro portugais », rend le pouvoir aux modérés, la situation se banalise, l'exaltation fait place au désenchantement des radicaux.

Vasco et Antonio ont peut-être tort de s'angoisser. La crise que traverse leur pays, par sa violence, pourrait bien signer un retour en grâce des militaires. Dans les manifestations à Lisbonne et à Porto, on ne s'indigne pas comme en Espagne, on ne se révolte pas comme en Grèce : on fredonne, pour ne pas abdiquer. On chante *Grândola, Vila Morena*. Oubliée des jeunes générations, la chanson est venue aux lèvres des manifestants ulcérés par les coupes budgétaires au printemps 2013. À l'Assemblée, en février, Pedro Passos Coelho a dû interrompre son discours quand une dizaine de manifestants ont « grandolonné » devant lui.

Le Portugal avait oublié. Les manifestants convoquent le passé, les militaires et leur bravoure. « Chanter *Grândola* est un acte de résistance », estime Virgílio Borges Pereira, enseignant en sociologie à l'université de Porto. Un rappel à l'ordre adressé au gouvernement pour lui signaler jusqu'où il peut – ou ne peut pas – aller.

Un œillet à la boutonnière, José Alberto Correia, professeur aux faux airs d'Erik Orsenna, ne dit pas autre chose : il faut retrouver l'esprit de *Grândola*, celui qui prône la liberté mais aussi l'égalité et la fraternité. « Mon pays fait marche arrière. Je suis très inquiet », affirme-t-il. Le dénigrement systématique des fonctionnaires et leur présumée fainéantise l'exaspèrent. Le culte de la performance lui déplaît. On dénonce les « mauvais pauvres », les assistés, on culpabilise ceux qui auraient trop dépensé. Selon lui, le gouvernement profite de la crise pour s'attaquer à la fonction publique. Les militaires ne sont pas les premiers visés, mais ils en font partie, et « ils ont joué un rôle important », se souvient-il.

« L'esprit du 25 avril est devenu un symbole d'insoumission, de résistance face au déclin et au désenchantement », souligne Yves Léonard. Quarante ans après, la « révolution des œillets », miracle de la liberté reconquise, attend de renaître. ■

CULTURE | CHRONIQUE

PAR NATHANIEL HERZBERG

La revanche du son

Un conseiller de l'Elysée qui, pendant des années, enregistre le secret des conversations du Château. Un avion qui disparaît des écrans radars et que le monde entier tente de retrouver. Le héros d'un film américain qui tombe amoureux de la voix de son ordinateur... Entre ces trois faits récents, rien de commun à première vue. Et pourtant. A y regarder de près, tous trois affirment, à leur manière, le retour du son dans un univers que l'on croyait dominé par l'image.

Que n'a-t-on dit du triomphe de l'image en politique? Conseillers spécialisés, coachs visuels, média training devant les caméras... La politique ne serait plus qu'un spectacle où règne l'apparence. Et voilà que par la magie d'un petit enregistreur, le très conservateur Patrick Buisson dévoile la médiocrité du quotidien présidentiel. Affaires Bettencourt, Cahuzac, Sarkozy... Ecoutez toujours et toujours plus (+75 % d'interceptions judiciaires en six ans), comme si malgré l'explosion des caméras de surveillance, le témoignage sonore conservait une capacité de pénétration unique.

Big Brother et ses clones observaient tout, a-t-on encore affirmé. Dans les magasins, les distributeurs de billets, les péages autoroutiers

ou les stations de métro. Du haut du ciel, les caméras de Google peuvent compter les rayures de nos chemises. Et voilà qu'un Boeing 777, grand comme une piscine olympique, disparaît de tous les écrans. Malaisiens et Chinois scrutent leurs radars. Sans résultats. Même la très informée NSA n'y voit rien. Pour retrouver l'avion, le monde se suspend au bip d'une boîte noire, seule susceptible d'apporter la lumière.

Her, enfin, puisque c'est du film de Spike Jonze qu'il s'agit ici. Le héros interprété par Joaquin Phoenix navigue entre texte et image, entre ces lettres qu'il écrit le jour contre rétribution, et les jeux vidéo dans lesquels il s'oublie le soir venu. Il pourrait s'éprendre de sa meilleure amie, de son ex-femme, d'une de ses collègues ou d'un avatar numérique. Non : son cœur chavire pour une voix, légèrement rauque et franchement expressive, celle de la nouvelle interface de son ordinateur.

Ces trois situations, prises dans le flot de l'actualité récente, témoignent d'une réalité nouvelle. Dans l'affrontement entre l'image et le son, le faible est en train de prendre sa revanche sur le fort. Depuis quinze ans, les images avaient envahi tous les champs artistiques. Les scènes de théâtre, de danse, de concerts, même,

célébraient leur triomphe. Pas une exposition ambitieuse sans son dispositif « multimédia ». Pas une mise en valeur de haut lieu du patrimoine sans son lot d'images numériques. Bilan? Mitigé, selon Laurent Bayle, le patron de la Cité de la musique : « Nous avons essayé d'associer concerts et vidéo, souvent poussés par nos départements du marketing. Des expériences confinées aux concerts pointus, pour des spectateurs avides de nouveautés. Mais même eux ont souvent du mal à relier l'image et la musique, quand ils ne se disent pas franchement dérangés. » Paroles d'expert : lors d'un concert Bach-Telemann, début avril à la Cité, les projections de Daniel Buren n'ont guère convaincu. Au Festival d'Avignon, Olivier Py est plus sévère encore. Lassé des expériences pluridisciplinaires de ses prédécesseurs, le nouveau directeur promet de faire d'abord résonner les grands textes dans la Cité des papes.

Vroum et tic-tac

Retour en grâce. Ou plutôt extension du domaine du son. Créé pour accueillir des vidéos, le site YouTube est devenu la première radio américaine. Même les arts plastiques s'inclinent. A la Villa Savoye, le Britannique Haroon Mirza a exploré le chef-d'œuvre de Le Corbusier les yeux bandés avant d'y poser ses panneaux solaires et sonores, convaincu que « notre perception de l'espace est bouleversé par l'écoute que nous pouvons en avoir ». Aux Abattoirs de Toulouse, Céleste Boursier-Mougenot a fait atterrir ses installations sonores dans les sous-sols du musée, avant, peut-être, de représenter la France à la Biennale de Venise – il est en « finale » du processus de sélection. Venise,

où la très chic Fondation Prada présente actuellement une exposition baptisée « L'art et le son ». Philippe Parreno, Tania Mouraud, Anri Sala, Jean-Michel Othoniel... la liste devient longue, de ces plasticiens qui sculptent la matière sonore comme d'autres la terre ou le bronze.

Au point qu'un nouveau métier est né : designer sonore. A mi-chemin entre l'art et la science, il a son temple en France : l'Ircam. Dans ce haut lieu de la musique contemporaine, on conseille désormais les plasticiens, les metteurs en scène, ou même les industriels à la recherche du vroum de la voiture électrique ou du tic-tac de l'horloge numérique. Sous le même vocable de designers sonores, leurs cousins triomphent à Hollywood, où l'on a bien compris, comme le dit le cinéaste Arnaud des Pallières, César du meilleur son 2014, que « le son est l'arme la plus puissante car la moins analysable ». « Il y a dans la voix une spectralité, quelque chose de fantomatique, une présence de l'absence, détaille le philosophe Peter Szendy, auteur d'Ecoute (Minuit, 2001). On ne peut pas tout réduire à la pure présence, comme on croit pouvoir le faire avec l'image. »

« Il y a dix ans, quand j'intervenais dans une école d'art, on me regardait comme un extraterrestre, se souvient le plasticien sonore Domini- que Petitgand. Maintenant, presque toutes les écoles d'art ont leur département de création sonore. » Et ce n'est qu'un début. Aux Etats-Unis, toujours en avance d'une guerre, les universités ont vu apparaître de nouveaux départements. Après les gender studies, les sound studies... ■

herzberg@lemonde.fr

Amsterdam veut bannir la voiture de son centre-ville

Le cœur d'Amsterdam bientôt sans voitures? La municipalité est en tout cas décidée à augmenter fortement le prix du stationnement, y compris pour les locaux. Le parti libéral réformateur D 66 et les écologistes de GroenLinks ont renversé en mars la majorité sociale-démocrate qui gouvernait Amsterdam depuis des décennies. Et l'une de leurs premières mesures consiste à doubler le prix pour garer sa voiture dans le centre ville : déjà élevé – 5 euros de l'heure –, il pourrait être doublé!

Les propriétaires d'un véhicule devraient aussi payer bien plus cher une autorisation de stationnement qui atteint déjà 400 euros par an dans certaines parties de la cité. Au total, la ville compte engranger 23 millions d'euros de recettes supplémentaires. L'an dernier, elle avait récolté 116 millions d'euros rien qu'avec le stationnement.

Mais le but de l'opération n'est pas de financier. L'objectif est bien d'éviter la congestion d'une cité où l'espace est rare alors qu'elle accueille des millions de touristes chaque année, et qu'elle connaît une démographie galopante : Amsterdam devrait compter 960 000 habitants en 2040, pour 800 000 aujourd'hui.

Les projets de la municipalité, exposés dans un « plan d'avenir », visent à limiter au maximum la possession d'une voiture personnelle, au profit des transports en commun, du covoiturage et du vélo.

Aux Pays-Bas, les 20-30 ans montrent une désaffection croissante pour la voiture, qu'ils considèrent comme un objet cher, peu pratique, polluant et, souvent, inutile. Longtemps inclus dans le paquet salarial des jeunes employés néerlandais, le véhicule

de fonction ne représente même plus un élément de séduction pour bon nombre d'entre eux, constatent les entreprises.

Selon l'Institut de recherche sur la politique de mobilité, d'autres villes du royaume suivent la tendance qui se manifeste à Amsterdam : le phénomène généralisé de « boboisation » des centres urbains va de pair avec un rejet de plus en plus fréquent de l'automobile. En quelques années, la part des jeunes générations qui achètent une voiture a chuté de 20 % à moins de 14 %.

Le casse-tête des vélos

Parallèlement, les scooters et les vélos sont de plus en plus nombreux, créant de nouvelles difficultés : leur stationnement, notamment aux abords des gares, est devenu un autre casse-tête. A Amsterdam, le parking de la gare centrale compte 10 000 emplacements qui s'avèrent largement insuffisants.

On dénombre en fait quelque 880 000 bicyclettes dans la ville, soit... 1,1 par habitant. La flotte inclut des milliers de deux roues pour le marché de location.

De nombreuses familles possèdent aussi plusieurs types de vélos, dont certains destinés à transporter les courses ou les enfants.

La police et une brigade municipale spéciale veillent au grain et procèdent annuellement à l'enlèvement de 50 000 montures, gênantes, oubliées ou détériorées. Une enquête officielle a été menée auprès d'usagers et, démentant en tout cas la réputation de radins généralement faite aux Néerlandais, 40 % des sondés ont jugé que la solution était de rendre payants les parkings pour vélos... ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



Trente ans après sa disparition, la *French touch* douce-amère de François Truffaut continue d'être célébrée dans le monde entier. Le cinéaste des *400 coups*, de *Jules et Jim* et du *Dernier métro* a toujours privilégié l'intime et décrit, avec pudeur, l'amour comme une liturgie secrète. A la façon d'une chanson d'Alain Souchon.

Tournant le dos aux modes et aux consensus, l'inventeur de la Nouvelle Vague fut d'abord un critique audacieux, pourfendeur d'un cinéma hexagonal endormi, puis un metteur en scène exigeant, qui mit ses pas dans ceux d'Hitchcock, de Renoir et Rossellini. « *Le cinéma est un art de la femme, c'est-à-dire de l'actrice. Le travail du metteur en scène consiste à faire faire de jolies choses à de jolies femmes* », disait-il. Le réalisateur de *L'homme qui aimait les femmes* ne dérogea jamais à cette règle, ni dans son œuvre, ni dans sa vie.

Quelques jours avant l'ouverture du Festival de Cannes, *Le Monde* a décidé de rendre hommage à François Truffaut, pour qui le cinéma était plus important que la vie...

«FRANÇOIS TRUFFAUT. LE ROMAN DU CINÉMA», un hors-série du *Monde*
7,90 € - Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directrice du « Monde », membre du directoire, directrice des rédactions Natalie Nougayrède
Directeur délégué des rédactions Vincent Giret
Directeur adjoint des rédactions Michel Guerrin
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Arnaud Leparmetier, Cécile Prier, Nabil Wakim
Rédactrice en chef « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédactrice en chef « édition abonnés » du Monde.fr Françoise Tovo
Rédacteurs en chef adjoints François Bougon, Vincent Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup
Chefs de service Christophe Châtelot (International), Luc Bronner (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Innovations Web), Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Gallinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Gilles van Kote, vice-président